



Au service  
des peuples  
et des nations

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES MINES**

**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU**

**PROJET SAP-BENIN**

*Renforcement de l'information sur le climat et systèmes d'alerte précoce en Afrique  
pour un développement résilient au climat et adaptation aux changements climatiques  
(Projet n°00086748)*

---

**EVALUATION À MI-PAROURS DU « PROJET DE RENFORCEMENT DE  
L'INFORMATION CLIMATIQUE ET SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE  
POUR UN DÉVELOPPEMENT RÉSILIENT EN AFRIQUE ET ADAPTATION  
AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU BÉNIN – SAP-BÉNIN – POUR  
LA PÉRIODE 2014-2015**

**Rapport final**

Présenté par

Dr. François-Corneille KEDOWIDE

& Dr. Honorat SATOQUINA

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>4</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b>	<b>5</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>10</b>
1.1. COMPREHENSION DES TERMES DE REFERENCE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	10
1.2. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION	10
1.2.1. REUNION DE BRIEFING	11
1.2.2. COLLECTE DES DONNEES	12
1.2.3. MATRICE D'EVALUATION ET RAPPORT D'ORIENTATION	12
1.2.4. ANALYSE DES DONNEES ET INFORMATIONS COLLECTEES	13
1.3. RAPPORTS ATTENDUS DE LA MISSION D'EVALUATION	13
1.4. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET SAP/BENIN	14
1.4.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET	14
1.4.2. BREVE DESCRIPTION DU PROJET SAP/BENIN	15
<b>II. NIVEAU D'ANALYSE / QUESTIONS EVALUATIVES</b>	<b>17</b>
2.1. CONCEPTION	17
2.1.1. PERTINENCE	17
2.1.2. COHERENCE	19
2.2. PROCEDURES	20
2.2.1. EFFICIENCE	20
2.2.2. GOUVERNANCE ET GESTION	29
2.3. RESULTATS	32
2.3.1. EFFICACITE	32
2.3.2. EFFETS/IMPACTS	45
2.3.3. APPROPRIATION ET DURABILITE	46
<b>III. LECONS APPRISES</b>	<b>49</b>
<b>IV. RECOMMANDATIONS</b>	<b>50</b>
<b>V. CONCLUSIONS</b>	<b>51</b>
<b>VI. ANNEXES</b>	<b>54</b>
6.1. MATRICE D'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET SAP BENIN	56
6.2. OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES	60
6.3. LISTE DES PERSONNES RENCONTREES	63
6.4. LISTES DES DOCUMENTS CONSULTES	66
6.5. COPIES DES « COMBINED DELIVERY REPORT BY ACTIVIT »Y 2014 ET 2015	70
6.6. TERMES DE REFERENCE (TDR)	71

Tableau 1 : Tableau des recommandations .....	8
Tableau 2 : Montants par source de financement (en millions de FCFA) .....	16
Tableau 3 : Coûts, dépenses et taux de consommation Effets, Produits, .....	23
Tableau 4 : Réalisations 2014 - 2015 .....	35
Tableau 5 : Echelle d'évaluation de la durabilité .....	48

## REMERCIEMENTS

L'équipe d'évaluation tient d'abord à exprimer sa sincère reconnaissance à Monsieur Isidore Agbokou, Team Leader, Développement Durable & Croissance Inclusive, PNUD Bénin, pour ses orientations et ses conseils qui ont été très utiles pour la réalisation de ce travail.

Nos remerciements s'adressent aussi aux responsables des institutions impliquées dans la mise en œuvre du projet SAP/Bénin et plus particulièrement au Directeur National du projet et à tout le personnel du projet SAP/Bénin qui ont fourni des documents et des informations très utiles ainsi qu'un appui technique efficace à l'équipe d'évaluation.

L'équipe d'évaluation voudrait également remercier les agents de lecture des stations pour leur disponibilité et les riches informations qu'ils nous ont données ainsi que les populations qu'ils nous ont fait rencontrer. Leurs opinions ont éclairé notre analyse.

## **RESUME EXECUTIF**

Avec l'évolution du changement climatique, la variabilité de la fréquence et de l'intensité des chocs liés au climat va s'amplifiant et impose, *de facto*, l'adaptation de divers secteurs socio-économiques. L'amélioration de l'information sur le climat (IC) et le développement d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) sont des moyens efficaces pour renforcer la prise de conscience des populations en général par rapport aux risques météorologiques/climatiques afin qu'elles se préparent en conséquence, et apprennent à mieux gérer les risques liés aux changements climatiques à long terme, avec les incertitudes qui y sont attachées.

Le projet SAP/Bénin, avec un financement du Fonds pour les pays les moins avancés (PMA), tente de prémunir le Bénin contre les impacts négatifs en renforçant les Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) existants et améliorer la collecte/transmission de l'information sur le climat (IC). Il est prévu pour une durée de quatre ans (4 ans). Le projet de Renforcement de l'information climatique et des systèmes d'alerte précoce en Afrique pour le développement de la résilience et de l'adaptation aux changements climatiques /Bénin a pour objectif de ***renforcer les capacités de surveillance météorologique, climatique et hydrologique, les systèmes d'alerte précoce et d'information pour répondre à des conditions météorologiques extrêmes et planifier l'adaptation au changement climatique au Bénin.*** En d'autres termes :

- Amélioration de la compréhension des exigences relatives aux données et des processus méthodologiques nécessaires pour évaluer les risques de sécheresse pour l'agriculture et des risques d'inondation dans une démarche probabiliste ;
- L'initiation à la construction de la base de données pour le développement des profils de risques nationaux ;
- La facilitation, l'identification et la consolidation d'un point focal pour l'information sur les risques de catastrophe.

Il cadre avec la vision d'accroissement de la résilience des populations les plus vulnérables aux conditions climatiques en leur donnant des connaissances sur les prévisions météorologiques et sur les scénarios climatiques qui leur permettent de prendre des mesures préventives contre les impacts attendus. Le projet SAP/Benin comprend deux composantes :

- **Composante 1**: **Transfert de technologies de surveillance climatique, météorologique et environnementale ;**
- **Composante 2**: **Informations hydrométéorologiques, climatiques et météorologiques intégrées dans les plans de développement et des systèmes d'alerte précoce ;**

Selon les directives du PNUD-GEF de l'examen à mi-parcours, une évaluation à mi-parcours est initiée sur la période 2014-2015 pour évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et des résultats du projet. Cette évaluation à mi-parcours examine aussi la stratégie du projet et les risques concernant sa durabilité.

De façon spécifique, il s'agit de déterminer, à mi-parcours, jusqu'à quel degré les résultats prévus ont été atteints ou réalisés, et de tirer des leçons des deux premières années de mise en œuvre pour accroître l'efficacité et pour améliorer la durabilité des acquis de ce projet et de favoriser l'amélioration globale des projets futurs. Les préoccupations majeures de cette évaluation à mi-parcours sont, entre autres, l'appréciation de :

- la pertinence du projet dans sa conception ;
- la cohérence des objectifs escomptés et leur adéquation aux problématiques ciblées, aux priorités nationales et aux besoins des bénéficiaires ;
- la pertinence du montage institutionnel et de la stratégie de mise en œuvre ;
- la performance relativement à l'atteinte des résultats escomptés à mi-parcours ;
- l'efficacité dans la mise en œuvre du projet à travers le mode de gestion ; la mesure du lien entre les différentes activités, les ressources engagées et les résultats obtenus à ce niveau d'exécution du programme.

Après une analyse sur la base des critères de l'OCDE/DAC, pertinence, efficacité, efficacité, durabilité, impact, les constats que nous avons fait augure grosso modo d'une bonne gestion du projet et d'une mise en œuvre effective et efficiente du projet. Cependant, il existe des points d'ombre que les recommandations ont fait ressortir.

- Les allocations budgétaires par effet dans le document de projet semblent avoir sous-estimées l'ampleur des tâches à accomplir pour atteindre les résultats du Projet. En effet dans le document de projet, l'allocation de ressources à l'effet 1 relatif à l'acquisition des équipements s'est avérée largement insuffisante pour acquérir 80 stations. Il en est de même de l'Effet 2 qui portait sur le renforcement des capacités, notion utilisée de manière un peu imprécise. Il aurait été plus précis de déterminer dans le document de projet, le nombre de missions d'étude en administration comparée pour s'imprégner des expériences et des bonnes pratiques d'autres pays, limiter le nombre de pays à visiter en tenant compte des ressources disponibles, l'effectif des experts nationaux par entité partie responsable au projet et les matières sur lesquelles ils doivent être formés, estimer et allouer avec précision les ressources aux volets : traitement des données - production de l'information climatique - mise à disposition – utilisation par les différentes parties responsables et par les autres acteurs de développement – utilisation de l'information climatique à des fins de planification du développement tant au niveau national qu'au niveau communal et dans tous les secteurs de développement, surtout, ceux qui sont les plus affectés ou susceptibles d'être affectés par les effets néfastes des Changements Climatiques. A l'étape actuelle, seule le Volet collecte de l'information climatique est effectif grâce aux équipements acquis.
- En raison de l'importance de la dimension stratégique du volet traitement des données - production de l'information climatique - mise à disposition – utilisation par les différentes parties responsables et par les autres acteurs de développement –

utilisation de l'information climatique à des fins de planification du développement tant au niveau national qu'au niveau communal et dans tous les secteurs de développement, surtout, ceux qui sont les plus affectés ou susceptibles d'être affectés par les effets néfastes des Changements Climatiques, il a été recommandé de faire des efforts additionnels de mobilisation de ressources pour le rendre effectif. C'est même la finalité du Projet et cela risque d'être compromis si une nouvelle intervention ne vient pas soutenir le projet particulièrement sur ce volet. Par ailleurs, la couverture totale du pays n'a pas été assurée car sur les quatre-vingt (80) stations programmées dans le document de projet, seules cinquante (50) ont été réalisées et les ressources sont épuisées. Une mobilisation adéquate de ressources supplémentaires devra permettre de couvrir le reste des attentes.

- Des précisions sur les rôles et responsabilités des parties prenantes, notamment : l'Agence Nationale de la Météorologie, l'Institut National de Recherche en Océanographie et en Halieutique, l'Université doivent être également apportées. L'implication de ces institutions devrait se faire sur la base des protocoles d'accord signés avec les Managements de ces structures et la Coordination du Projet devrait s'assurer que compte rendu adéquat de la mise en œuvre de ces protocoles d'accord a été fait aux ministres de tutelle de ces entités parties responsables. Dans le cadre de ces protocoles, il est recommandé au PNUD de faire une évaluation de leurs capacités et que si leurs capacités de gestion répondent à des standards recommandés, des ressources leurs soient même transférées directement suivant les seuils admissibles par le manuel de procédure des projets à exécution national appuyés par le PNUD pour renforcer leurs responsabilités.

N/REC	RECOMMANDATIONS	ENTITÉ RESPONSABLE
A	<b>COMPOSANTE 1</b> : Capacités renforcées des services hydrométéorologiques nationaux (DNM/ASECNA/DG-Eau) et des institutions de surveillance côtière (CRHOB) en matière de suivi des conditions météorologiques extrêmes et des changements climatiques (sécheresses, inondations, vents forts, érosion côtière, élévation du niveau de la mer)	
A1	Faire approprier le projet SAP aux collectivités locales : elles ne se sont pas encore approprié convenablement le projet malgré les séances de sensibilisation qui sont faites à leur endroit.	Projet SAP/Bénin
A2	Faire couvrir au projet, tous les risques climatiques. Seul le risque inondation est suffisamment pris en compte actuellement.	Projet SAP/Bénin et ministère impliqués dans le projet
B	<b>COMPOSANTE 2</b> : Utilisation efficace et efficiente des informations hydrométéorologiques et environnementales pour l'élaboration d'alertes précoces et saisonnières qui sont intégrés dans les plans de développement à long terme	
B1	Faire approprier le projet SAP aux collectivités locales : elles ne se sont pas encore approprié convenablement le projet malgré les	Projet SAP/Bénin et ministère impliqués

	séances de sensibilisation qui sont faites à leur endroit.	dans le projet
B2	Compléter l'achat des appareils et équipements importants prévus et importants afin de faciliter l'utilisation efficace et efficiente des informations hydrométéorologiques et environnementales pour l'élaboration d'alertes précoces et saisonnières	PNUD/GEF et Projet SAP/Bénin
<b>C</b>	<b>MISE EN ŒUVRE DU PROJET ET GESTION REACTIVE</b>	
C1	Poursuivre les formations prévues afin de permettre aux ingénieurs et aux experts d'acquérir les capacités de faire la modélisation à partir des données	PNUD/GEF et Projet SAP/Bénin
C2	Surveiller les équipements de mesure installés ici et là sur l'étendue du territoire national : important d'assurer la sécurité des équipements et appareils acquis à travers des personnes responsabilisées et rémunérées	Projet SAP/Bénin avec implication des communes
C3	Intégrer dans un document tous les ajouts ou modifications du contenu de la matrice des résultats (produits, activités) avec leurs incidences financières afin de faciliter la compréhension des écarts financiers ou non consommation de budget mais aussi de donner une idée plus exacte des activités qui concourent à la réalisation des produits	PNUD/GEF et Projet SAP/Bénin
C4	Faire le point des dépenses au titre de la partie nationale afin d'avoir une vue d'ensemble de la gestion financière du projet : la structure de gestion financière du projet n'a aucune information sur l'exécution des dépenses au titre de la contribution nationale. Ceci ne permet pas de voir l'importance que les autorités accordent au projet.	PNUD/GEF et Projet SAP/Bénin
<b>D</b>	<b>DURABILITÉ</b>	
D1	Faire de l'intégration dans les PTA des ministères et structures impliquées une réalité avant la fin du projet. Ceci pourrait constituer un gage de durabilité du projet SAP/Bénin	Projet SAP/Bénin et les ministères impliqués
D2	Maintenir et renforcer l'organisation et le fonctionnement des structures et instances impliquées dans le Projet	PNUD/GEF + Projet SAP/Bénin et les ministères impliqués
	Faire inclure le projet SAP/Bénin dans le Plan National d'Adaptation (PNA) qui intègre la quasi-totalité des initiatives en matière de changement climatique.	PNUD/GEF + Projet SAP/Bénin et les ministères impliqués

Tableau 1 : Tableau des recommandations<sup>1</sup>

Au vu de ce qui précède et des constats faits lors de cette évaluation à mi-parcours, le projet SAP/Bénin doit davantage clarifier son mandat. Il devra le faire en collaboration avec les

<sup>1</sup> Selon les "Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financé par le GEF", il faut dans le résumé, faire un tableau des recommandations dont le modèle se trouve dans l'annexe 10 des directives



structures partenaires et dans le cadre des ressources financières et humaines disponibles. Trop souvent, les décisions et les méthodes se sont fondées sur des hypothèses de ce qui est nécessaire plutôt que sur une articulation claire des besoins des utilisateurs et de ce qu'ils utiliseront dans la pratique. La question de demande doit être portée au premier plan du développement du système et exige un fort engagement et un soutien du gouvernement et des partenaires techniques afin de développer les processus et mécanismes institutionnels indispensables.

Le SAP devrait également faire partie d'un système élargi d'information et d'analyse sur la sécurité alimentaire qui puisse fournir des informations fiables, pertinentes et crédibles pour réagir aux situations d'urgence à court terme ainsi que contribuer aux programmes de développement à plus long terme.

## **!. INTRODUCTION**

### ***1.1. Compréhension des termes de référence et objectifs de la mission***

Le projet, objet de l'examen à mi-parcours, a pour objectif l'amélioration de l'information sur le climat (IC) et le développement d'un Système d'Alerte Précoce (SAP). Il est mis en œuvre depuis le 15 janvier 2014 par le Ministère de l'Eau (Direction générale de l'Eau) et se trouve dans sa troisième année d'exécution. Conformément aux directives du PNUD-GEF de l'examen à mi-parcours, une évaluation à mi-parcours est initiée sur la période 2014-2015 pour évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et des résultats du projet, tels qu'énoncés dans le Document de projet, mesurer les premiers signes de réussite ou d'échec du projet, de manière à définir les changements qu'il faut opérer pour remettre le projet sur la voie de la réalisation des résultats escomptés. Cette évaluation à mi-parcours examine aussi la stratégie du projet et les risques concernant sa durabilité.

De façon spécifique, il s'agit de déterminer, à mi-parcours, jusqu'à quel degré les résultats prévus ont été atteints ou réalisés, et de tirer des leçons des deux premières années de mise en œuvre pour accroître l'efficacité et pour améliorer la durabilité des acquis de ce projet et de favoriser l'amélioration globale des projets futurs. Les préoccupations majeures de cette évaluation à mi-parcours sont, entre autres, l'appréciation de :

- la pertinence du projet dans sa conception ;
- la cohérence des objectifs escomptés et leur adéquation aux problématiques ciblées, aux priorités nationales et aux besoins des bénéficiaires ;
- la pertinence du montage institutionnel et de la stratégie de mise en œuvre ;
- la performance relativement à l'atteinte des résultats escomptés à mi-parcours ;
- l'efficacité dans la mise en œuvre du projet à travers le mode de gestion ; la mesure du lien entre les différentes activités, les ressources engagées et les résultats obtenus à ce niveau d'exécution du programme

### ***1.2. Méthodologie de l'évaluation***

A la lumière des termes de référence de la mission et des Directives pour la conduite d'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF, notre approche méthodologique a été participative et s'est articulée autour de trois phases : phase d'initiation de l'examen à mi-parcours, la phase de mission de terrain et la phase de préparation du rapport de l'examen à mi-parcours.

**La phase d'initiation** a été consacrée à l'examen des principaux documents disponibles sur le projet et prévus dans les termes de référence. Elle a aussi permis à l'équipe d'évaluateurs d'approfondir ces connaissances sur le projet et de mettre au point les méthodes qu'elle a employées pour collecter les données crédibles, fiables et utiles au cours de la seconde phase. Un rapport initial a été préparé par l'équipe d'évaluateurs, et comprend, entre autres, la méthodologie de collecte de données, les principes et critères de constitution de l'échantillon des parties prenantes à rencontrer, le plan de travail, la matrice d'évaluation (indicateurs, points de référence, cibles, etc.).

**La phase de mission de terrain** a consisté en l'organisation d'entretiens avec toutes les parties prenantes ayant des responsabilités dans le projet (structures publiques, universités, société civile, secteur privé, populations, etc.) et des visites de terrain. Ces dernières se sont déroulées dans les communes de Grand-Popo, Azovè, Bonou et Adjohoun notamment sur les sites suivants : bornes de suivi océanographique de l'érosion côtière, station météorologique, station hydrométrique. Cette phase a pris fin par une réunion de débriefing avec les responsables de l'Unité Mandatrice pour leur présenter les constats et conclusions provisoires.

**La phase de préparation du rapport de l'examen à mi-parcours** a été consacrée à l'analyse des données et informations collectées lors des phases précédentes afin d'en dresser des constatations, d'en ressortir des conclusions, des enseignements essentiels et de formuler des recommandations.

Le cadre analytique de l'examen à mi-parcours qui a été adopté s'est appuyé sur les 4 éléments des termes de référence suivants et des questions évaluatives : **stratégies du projet, progrès vers la réalisation des résultats, mise en œuvre des projets et gestion réactive et durabilité. La dimension genre** a été mesurée en termes de niveau de prise en compte de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans chacun des 4 éléments. Ce cadre analytique s'est appuyé également sur une échelle d'évaluation à six (6) **niveaux pour mesurer les progrès réalisés vers l'objectif : Très satisfaisant (HS), Satisfaisant (S), Assez satisfaisant (MS), Assez insatisfaisant (MU), Insatisfaisant (U), ou Très insatisfaisant (HU).**

Un rapport provisoire a été rédigé conformément à l'annexe B des termes de référence et transmis à l'Unité Mandatrice. Ce rapport fait ressortir, entre autres, les résultats de l'évaluation, les points forts, les points faibles, les conclusions et les recommandations. L'Unité Mandatrice formulera ses amendements et observations dont les plus pertinents seront pris en compte dans la finalisation du rapport.

### **1.2.1. Réunion de briefing**

La mission a débuté par une séance de briefing de l'équipe de consultants avec le PNUD, le responsable suivi et évaluation du projet SAP – Bénin ainsi que les collaborateurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. L'objectif est de préciser avec le commanditaire et les responsables du projet, les grandes lignes de l'évaluation, de préciser le champ d'évaluation et les différents contours de la mission au plan de l'approche méthodologique, du choix des sites à visiter et l'échantillon des acteurs à rencontrer, les

contacts à prendre, le calendrier, la logistique et autres dispositions administratives avant la collecte des données.

Cette rencontre a permis également de convenir des principaux documents de référence complémentaires à mettre à la disposition de l'équipe de consultants et des périodes de livraison des produits (les différents rapports de la mission).

### ***1.2.2. Collecte des données***

Elle s'est faite tant au niveau de la revue documentaire que des méthodes classiques de collecte de données pertinentes relatives au projet.

#### **1.2.2.1. Revue documentaire**

Il s'est agi d'examiner la documentation disponible sur la conception et l'exécution du projet SAP-Bénin, les documents de planification du PNUD ainsi que des documents pertinents du Ministère de l'Eau, plus précisément la Direction Générale de l'Eau, la Direction Nationale de la Météorologie, l'Institut des recherches halieutiques et océanographiques du Bénin, la Direction générale des changements climatiques, la Direction générale de l'Environnement, l'Agence Nationale de Protection Civile, le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le développement Durable, la Direction Générale des forêts et des ressources naturelles, le Centre National de Télédétection, Université d'Abomey Calavi (Laboratoire d'Hydrologie Appliquée, Laboratoire de Climatologie et autres), ONG humanitaire (Care Bénin, CARITAS, Croix Rouge Béninoise), etc.

#### **1.2.2.2. Autres méthodes de collecte des données:**

Elles ont consisté en :

- i) des entretiens (à l'aide de guides d'entretiens) avec les institutionnels notamment ceux impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
- ii) des entretiens (individuels et/ou focus group) à l'aide de guides d'entretiens avec les parties prenantes ;
- iii) des entretiens à l'aide de guide avec les bénéficiaires directs, etc.

#### **1.2.3. Matrice d'évaluation et Rapport d'orientation**

Une Matrice d'évaluation servant de cadre de référence pour l'évaluation à mi-parcours a été élaborée et finalisée lors de la mission de terrain. La Matrice indique comment chacune des questions principales de l'évaluation a été traitée, les sources et les méthodes de collecte et d'analyse des données. Elle fait partie intégrante de ce rapport méthodologique ou rapport initial d'orientation méthodologique (Inception Report) qui a été validé par le Commanditaire.

#### **1.2.4. Analyse des données et informations collectées**

Les informations recueillies et les données collectées au cours des visites, des entretiens ainsi que les produits de l'examen documentaire et des questionnaires dépouillés ont fait l'objet de recoupements/triangulation, d'analyses minutieuses et ont été confrontées aux objectifs et résultats escomptés et indicateurs en regard des grandes questions évaluatives et préoccupations (contenues dans les Termes de Référence) de l'évaluation afin d'en dresser des constatations, d'en ressortir des conclusions, des enseignements essentiels et de formuler des recommandations.

Le cadre analytique qui a été adopté s'est appuyé sur les critères classiques de l'évaluation, eux-mêmes explicitement visés par les termes de référence de la mission : pertinence, efficacité, efficience, effet/impact et durabilité. L'approche a pris également en compte les *thématiques transversales* : droit de l'Homme, Genre, durabilité environnementale, développement de capacités, gestion axée sur les résultats.

En sus de la triangulation et autres méthodes et outils d'évaluation qui ont été validés dans le rapport initial, l'analyse a débouché sur un système de notation des performances assorti d'une échelle de valeurs ou de notation à six valeurs<sup>2</sup>

#### **1.3. Rapports attendus de la mission d'évaluation**

Ainsi que stipulé dans les Termes de Référence, l'équipe de consultants devra soumettre :

- i. un Rapport méthodologique, encore appelé rapport initial ou préliminaire de l'évaluation (Inception Report) qui contiendra la méthodologie détaillée et le chronogramme ;
- ii. le draft du Rapport d'évaluation ou rapport provisoire qui reprendra l'essentiel des constats, des conclusions et recommandations à présenter lors des réunions de débriefing ;
- iii. le rapport final d'évaluation à mi-parcours (EMP) et son résumé exécutif en français qui contiendra les remarques et les observations des parties prenantes après l'atelier de validation.

---

<sup>2</sup> Six valeurs : (Hautement Satisfaisant - **HS**, Satisfaisant - **S**, Modérément Satisfaisant - **MS**, Modérément Insatisfaisante - **MU**, Insatisfaisant - **U**, Hautement Insatisfaisant - **HU**) aidera à faire une analyse de plusieurs options équilibrée avec trois (3) options du côté Satisfaisant et 3 options du côté Insatisfaisant) en tenant compte en même temps d'une catégorie aidera à avoir une appréciation plus équilibrée.

## **1.4. Description sommaire du projet SAP/Benin**

### **1.4.1. Contexte et justification du projet**

Avec l'évolution du changement climatique, la variabilité de la fréquence et de l'intensité des chocs liés au climat va s'amplifiant et impose, *de facto*, l'adaptation de divers secteurs socio-économiques. L'amélioration de l'information sur le climat (IC) et le développement d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) sont des moyens efficaces pour renforcer la prise de conscience des populations en général par rapport aux risques météorologiques/climatiques afin qu'elles se préparent en conséquence, et apprennent à mieux gérer les risques liés aux changements climatiques à long terme, avec les incertitudes qui y sont attachées.

Avant le projet, il n'existait pas au Bénin de SAP/IC de prévention à multirisques (l'érosion côtière et stockage de l'eau par exemple), ni de capacité à produire et diffuser l'information météorologique/climatique. Peu de mécanismes de gestion des catastrophes existaient, en particulier aucun système de communication standard pour alerter/informer l'utilisateur final à travers un système d'alerte précoce et aucun moyen pour fournir des informations sur le climat aux populations vulnérables afin de les rendre moins vulnérables aux risques liés au climat<sup>3</sup>. Or, au Bénin et à l'instar des pays en développement, les impacts des changements climatiques sont exacerbés par des mécanismes de portée limitée au niveau local et une dépendance du pays vis-à-vis de l'agriculture de subsistance.

Au Bénin, le réseau d'infrastructures ou d'équipement de surveillance hydrométéorologique pouvant permettre de toujours transmettre des données à une fréquence suffisamment rapide pour produire des prévisions météorologiques efficaces et aider à prédire les scénarios climatiques était quasi inexistant ou pas suffisamment opérationnel. Un manque ou plus exactement une insuffisance de stations météorologiques et de suivi hydrologique rendait impossible la surveillance de nombreuses régions et populations importantes vulnérables aux aléas climatiques (par exemple, les conditions d'humidité du sol). Les pluies intenses ne sont pas surveillées dans les zones sujettes aux glissements de terrain et les inondations et montées rapides des eaux côtières, signes annonciateurs d'inondation, passaient inaperçues. En conséquence, de nombreux dangers potentiellement mortels ne pouvaient être anticipés, et des conséquences prévisibles n'ont pas été atténuées. Afin de disposer d'un système efficace, il était impératif d'améliorer les réseaux d'infrastructures de surveillance météorologique/ climatique existant et d'aider à renforcer les capacités techniques et opérationnelles afin de mettre à disposition des données prévision destinées pour une planification plus rigoureuse.

---

<sup>3</sup> Il existait certes les bulletins du service de la climatologie de l'ASCECNA

Le Projet de Renforcement de l'information climatique et systèmes d'alerte précoce pour un développement résilient en Afrique et adaptation aux changements climatiques au Bénin (SAP-Bénin) (PIMS N°5105) était venu à point nommé, car répondant au besoin du Bénin.

#### **1.4.2. Brève description du projet SAP/Bénin**

Le projet SAP/Bénin, avec un financement du Fonds pour les pays les moins avancés (PMA), va tenter de prémunir le Bénin contre les impacts négatifs en renforçant les Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) existants et améliorer la collecte/transmission de l'information sur le climat(IC). Le projet de Renforcement de l'information climatique et des systèmes d'alerte précoce en Afrique pour le développement de la résilience et de l'adaptation aux changements climatiques /Bénin a pour objectif de **renforcer les capacités de surveillance météorologique, climatique et hydrologique, les systèmes d'alerte précoce et d'information pour répondre à des conditions météorologiques extrêmes et planifier l'adaptation au changement climatique au Bénin**. En d'autres termes :

- Amélioration de la compréhension des exigences relatives aux données et des processus méthodologiques nécessaires pour évaluer les risques de sécheresse pour l'agriculture et des risques d'inondation dans une démarche probabiliste ;
- L'initiation à la construction de la base de données pour le développement des profils de risques nationaux ;
- La facilitation, l'identification et la consolidation d'un point focal pour l'information sur les risques de catastrophe.

Il cadre avec la vision d'accroissement de la résilience des populations les plus vulnérables aux conditions climatiques en leur donnant des connaissances sur les prévisions météorologiques et sur les scénarios climatiques qui leur permettent de prendre des mesures préventives contre les impacts attendus. Le projet SAP/Bénin comprend deux composantes :

- **Composante 1: Transfert de technologies de surveillance climatique, météorologique et environnementale**

Elle porte sur l'amélioration de la surveillance météorologique, climatique et environnementale i.e. transfert de technologies de surveillance climatique, météorologique et environnementale). Elle contribue à **l'effet 1** : *Renforcement des capacités des services hydrologiques, météorologiques et océanographiques nationaux (DNM-ASECNA, DG-Eau, IRHOB) pour la surveillance des conditions météorologiques extrêmes et du changement climatique (sécheresses, inondations, niveau de la mer, vents forts et érosion côtière).*

- ✓ Montants cofinancements pour l'effet 1: **6.707.474 \$**
- ✓ Subvention du FPMA nécessaire au projet : **2.614.000 \$**

- **Composante 2 : Informations hydrométéorologiques, climatiques et météorologiques intégrées dans les plans de développement et des systèmes d'alerte précoce**

La 2ème composante porte sur le renforcement ou le développement des systèmes nationaux de prévision dans le but de produire des lots d'alerte précoce basés sur les besoins des utilisateurs et de diffuser efficacement les alertes et autres informations et données pertinentes pour faciliter les processus de prise de décision (informations hydrométéorologiques et océanographiques intégrées dans les plans de développement et des systèmes d'alerte précoce) et contribue à **l'effet 2** : *Utilisation efficace et efficiente des informations de la surveillance hydrométéorologique et océanique côtière pour la conception des alertes précoces et prévisions saisonnières qui soutiennent les plans de développement à long terme.*

- ✓ Cofinancement pour le Résultat 2: **7 304 075 \$**
- ✓ Subvention demandée au projet FPMA: **1.196.000 \$**

En collaboration avec d'autres initiatives pertinentes en cours au Bénin, en l'occurrence les projets PANA, PAPDFGC, et PUGEMU etc., il est prévu que les ressources du Fonds pour les PMA mobilisés dans le cadre du Projet SAP-Bénin renforcent la capacité d'adaptation des populations vulnérables partout au Bénin à répondre aux événements climatiques extrêmes. Ces ressources devront également faciliter l'élaboration de plans de développement de long terme résilients aux changements climatiques aussi bien au niveau national que sectoriel.

Le coût total du Projet est de dix-huit millions cinq cent onze mille cinq cent quarante-neuf (18.511.549) dollars US soit environ 9.255.774.500 FCFA dont **quatre millions (4.300.000) dollars US soit environ 2.150.000.000 FCFA en espèces**. Les montants par source de financement se présentent dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Montants par source de financement (en millions de FCFA)

Source de cofinancement	Montant prévu (en milliers de FCFA)
Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD) (En espèce)	150 000
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) (En espèce)	2 000 000
Gouvernement (en espèce)	301 575
Gouvernement (en nature)	36 699,5
Autres initiatives en cours (en nature)	6 767 500
<b>Total</b>	<b>9.255 774,5</b>



## **II. NIVEAU D'ANALYSE / QUESTIONS EVALUATIVES**

### **2.1. Conception**

#### **2.1.1. Pertinence**

Les questions évaluatives qui nous permettent d'apprécier la pertinence du projet SAP/Bénin sont :

- a. Dans quelle mesure le projet SAP/Bénin participe-t-il à l'atteinte des priorités nationales, aux priorités du GEF/PNUD et des politiques de développement ?
- b. Dans quelle mesure le projet SAP/Bénin est-il pertinent par rapport aux principes programmatiques des Nations Unies (Droits de l'Homme, Genre, Durabilité environnementale, Renforcement des capacités et Gestion axée sur les résultats) ?

#### **Pertinence par rapport aux priorités nationales et politiques de développement :**

Le gouvernement du Bénin a signé la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 1992 et est classée parmi les parties non-Annexe 1. Le Bénin a élaboré et présenté son Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) en 2008 et est en droit de bénéficier du Fonds pour les PMA pour la mise en œuvre de mesures prioritaires PANA. Dans la mise en œuvre des interventions prioritaires identifiées dans les PANA, le projet est conforme à la Conférence des Parties (COP-9) et répond également aux critères énoncés dans la décision 7/CP.7CCNUCC et GEF/C.28/18. Le projet répond aussi aux priorités et actions identifiées dans les programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA) du Bénin qui identifie parmi les actions prioritaires, la mise en œuvre de la prévision des risques climatiques et d'un système d'alerte précoce pour soutenir la sécurité alimentaire dans 4 zones agro-écologiques vulnérables.

La "Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP)<sup>4</sup> (2011-2015)" et le "Programme d'Actions Prioritaires (PAP) 2011-2015" mettent les changements climatiques au centre des priorités de développement, notamment en matière de gestion des ressources naturelles et de l'environnement. La SCRP souligne également le développement équilibré et durable au niveau national dans les domaines prioritaires de la gestion des catastrophes naturelles et des risques et, le renforcement de l'aménagement du territoire. Le Plan National de développement économique du Bénin "Perspective Alafia 2025", accompagné par la SCRP, reconnaît que les changements climatiques auront un impact sur l'économie du pays, et met l'accent sur la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire-cibles (OMD).

---

<sup>4</sup> Les piliers centraux de la SCRP, comprennent (i) le développement des infrastructures (dans le cas du projet, l'installation des réseaux d'observation), (ii) l'amélioration de la qualité de la gouvernance (renforcement de la gouvernance de l'environnement) et (iii) l'équilibrage et la pérennisation du pilier de développement (gestion des risques et catastrophes naturelles).

En outre, le Bénin met l'accent sur la lutte pour l'accès des pauvres à la protection civile. Conformément au décret N°2011-834 du 30 décembre 2011, le PNRRC-ACC a été créé pour se réunir en cas de catastrophe pour la prise de décision. Dans le PNRRC-ACC, la DNM est le président du Comité de la prévention des catastrophes, contribue à la production des informations climatiques et la DG-Eau en est le vice-président. En tant que tel, la DNM est tenue de fournir des informations sur les risques de catastrophe à la population en général à travers le PNRRC-ACC. Le décret plus récent N°2012-426 du 6 novembre 2012 met en place l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC). (L'ANPC assure le Secrétariat de la PNRCC). Aux termes de ce décret récent, les rôles de l'ANPC comprennent :

- la prévision de tous les risques sur le territoire national,
- la prise en charge de la formation de son personnel,
- la préparation de l'administration politique et du grand public en cas de risques majeurs,
- l'assistance aux comités de protection civile et,
- la mise en œuvre du Plan national pour l'organisation des secours en cas de catastrophes (Plan ORSEC).

#### **Effet(s) UNDAF (2014 – 2018) :**

- **Pilier 1 de l'UNDAF Résultat 4:** D'ici à 2015, les institutions nationales et les communautés locales utilisent une approche intégrée de gestion durable des ressources naturelles qui prend en compte l'adaptation aux changements climatiques
- **Pilier 1 de l'UNDAF Résultat5:** D'ici à 2015, les autorités nationales et les communautés locales sont mieux préparées pour répondre efficacement aux urgences et catastrophes naturelles

#### **Effets UNDAF/CPAP (2014 – 2018)**

- Les capacités locales en matière de préservation de l'environnement et d'une meilleure adaptation aux changements climatiques sont développées
- Les capacités du gouvernement et les capacités locales sont renforcées pour une meilleure prévention et gestion des crises et des catastrophes naturelles

#### **Plan stratégique du PNUD 2014 - 2017**

- **Environnement et développement durable Premier résultat: Renforcement des capacités nationales, y compris** la participation des femmes à prévenir, atténuer et faire face aux impacts des chocs systémiques générés par les catastrophes naturelles.
- **Deuxième résultat: Renforcement des capacités des Pays en Développement** à intégrer les politiques d'adaptation aux changements climatiques dans les plans nationaux de développement

Comme il est aisé de le contacter, le projet SAP/Bénin est pertinent puisqu'il cadre avec les besoins nationaux ainsi que ceux des institutions porteuses ou partenaires à savoir le PNUD, GEF, et les différents ministères et projets impliqués dans la prévention et la gestion des risques de catastrophes.

### 2.1.2. Cohérence

Deux grandes questions nous permettent d'apprécier la cohérence du projet SAP/Bénin :

- Quelle adéquation entre le programme et l'objet de l'organisation qui le porte ? Quelle adéquation entre les valeurs affichées en externe et le mode de gouvernance effective de la structure ?
- Le projet SAP/Bénin répond-il effectivement à un besoin ? Combien de structures sont-elles attelées à y répondre ? Les structures sont-elles complémentaires ou en situation de concurrence ?

Le document du projet SAP/Bénin ainsi que les entretiens que nous avons eus avec les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet SAP/Bénin, indique que le projet vient combler un vide réel notamment : a) accroître la connaissance et la compréhension de la variabilité du climat et les risques induits par les changements au niveau du pays et dans les zones vulnérables ciblées, b) renforcer la capacité d'adaptation pour réduire les risques de pertes économiques induits par le changement climatique et c) démontrer la réussite, le déploiement et le transfert des technologies d'adaptation pertinentes. Ces trois points sont soutenus par les politiques au plus haut niveau. En effet, les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) mettent les changements climatiques au centre des priorités de développement, notamment en matière de gestion des ressources naturelles et de l'environnement ; et la stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (SCR) souligne également le développement équilibré et durable au niveau national dans les domaines prioritaires de la gestion des catastrophes naturelles et des risques et, le renforcement de l'aménagement du territoire.

Les réalisations prévues dans le document du projet sont aussi conformes avec les objectifs de l'ex-Direction Nationale de la Météo (DNM), actuel Météo Bénin, et l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC). Ce qui est une réponse claire aux besoins politiques, technologiques et sociaux du Bénin.

Pour réaliser efficacement cette mission du SAP/Bénin, sept (7) ministères sectoriels sont directement impliqués à travers leurs directions techniques les mieux indiquées. Nous avons : Ministère en charge de l'eau, Ministère en charge de l'Intérieur, Ministère en charge des Transports, Ministère en charge de la Recherche Scientifique, Ministère en charge de l'Environnement, Ministère en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et le Ministère en charge de la Décentralisation. Ces structures sont en parfaite complémentarité dans la mesure où les domaines de compétence sont clairement définis et le résultat final ne peut s'obtenir que si chaque structure s'attèle à remplir son cahier de charge. De plus, le

mode de gestion des activités du projet limite au maximum les risques de conflit. En effet, chaque structure élabore son PTA, tiré du document de projet et l'ensemble des PTA est discuté et validé en comité technique conjoint. La mise en œuvre du PTA validé est de la responsabilité de chaque structure. Cette approche facilite le travail d'ensemble, limite la concurrence et accroît la complémentarité des structures.

## **2.2. Procédures**

### **2.2.1. Efficience**

Dans quelle mesure les moyens mis en œuvre dans les délais impartis ont-ils permis d'atteindre les résultats escomptés ?

« L'efficience mesure la manière avec laquelle les ressources ou les apports (tels que les fonds, la compétence et le temps) sont transformés de façon économe en résultats. Une initiative est considérée efficiente lorsqu'elle utilise les ressources correctement et de façon économe pour atteindre les produits souhaités » *cf. Guide de la planification, du suivi et de l'évaluation axés sur les résultats du développement, PNUD 2009, page 169*. L'efficience concerne par conséquent **l'utilisation rationnelle des moyens mis à disposition** et vise à analyser si les objectifs ont été atteints à moindre coût (financier, humain et organisationnel).

Le critère d'efficience mesure la relation entre les différentes activités, les ressources disponibles, et les résultats prévus. Cette mesure doit être quantitative, qualitative et doit également porter sur la gestion du temps et du budget. La question centrale que pose le critère d'efficience est "**le projet a-t-il été mis en œuvre de manière optimale ?**" Il pose la question de la solution économique la plus avantageuse. Il s'agit donc de voir si des résultats similaires auraient pu être obtenus par d'autres moyens, à un coût moins élevé et dans les mêmes délais.

Pour ce faire, il faudra en somme analyser la gestion des ressources du projet (financières, humaines, matérielles et logistiques), la gestion des systèmes et procédures d'exécution (organisation et fonctionnement des organes et instances impliqués dans la mise en œuvre du Programme), de manière à repérer ce qui a pu constituer une entrave ou au contraire un stimulateur pour l'atteinte des résultats du projet.

La période que couvre cette évaluation est 2014 et 2015. Nous n'allons, par conséquent, pas prendre en compte celle de 2013 au cours de laquelle le document du projet a été rédigé et validé. Ces activités ont été réalisées par le PNUD.

Le projet SAP/Bénin comporte deux composantes :

- **COMPOSANTE 1: TRANSFERT DE TECHNOLOGIE DE SURVEILLANCE CLIMATIQUE, MÉTÉOROLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE**
- Effet 1: Capacités renforcées des services hydrométéorologiques nationaux (DNM/ASECNA/DG-Eau) et des institutions de surveillance côtière (CRHOB) en

matière de suivi des conditions météorologiques extrêmes et des changements climatiques (sécheresses, inondations, vents forts, érosion côtière, élévation du niveau de la mer) avec quatre (4) Produits

- **COMPOSANTE 2: INFORMATIONS HYDROMÉTÉOROLOGIQUES, CLIMATIQUES ET MÉTÉOROLOGIQUES INTÉGRÉES DANS LES PLANS DE DEVELOPPEMENT ET LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCES**
- Effet 2. Utilisation efficace et efficiente des informations hydrométéorologiques et environnementales pour l'élaboration d'alertes précoces et saisonnières qui sont intégrés dans les plans de développement à long terme avec sept (7) produits.

Un effet relatif à la gestion du projet été ajouté mais ne figure pas dans le cadre des résultats du document de projet<sup>5</sup> même s'il constitue un effet très important pour l'atteinte des résultats du projet. L'effet 3 apparaît dans nos analyses dans le cadre de l'appréciation de la gestion du projet.

Il nous a été difficile d'avoir, dans les différents rapports financiers, un point rapide et indépendant des montants et taux de consommation par composante ou effet et par produit. Le « Combined Delivery Report by Activity » - CDR – nous donne les informations suivantes (cf. annexe 3) :

- Janvier – décembre 2014 : \$ 1,328,369.03 dont \$ 741,811.28 au niveau du projet et 586,557.75 au niveau du PNUD
- Janvier – décembre 2015 : \$ 1,901,656.09 dont \$ 468,581.97 au niveau du projet et 1,433,074.12 au niveau du PNUD

Nous avons pu avoir dans les différents rapports des informations sur le coût par activité sans qu'il ne nous soit possible de lier ces activités aux produits contenus dans le document de projet. Dans les mêmes rapports, il est indiqué aussi « **Activity I** » qui correspond à la composante I, « **Activity II** » qui correspond à la composante II, et « **Activity III** » qui correspond à la composante « gestion du projet ». Toutes ces confusions dans les libellés rendent un peu opaque la compréhension des fonds utilisés ou dépensés par produit, ce qui nous intéressait davantage dans cette évaluation à mi-parcours. Ce n'est que grâce au responsable financier du projet que nous avons eu les chiffres ci-dessous qui nous ont permis d'avoir une idée des dépenses par produits, les prévisions budgétaires ayant été indiquées dans le document du projet. Mais là aussi, il est à noter que les activités prévues pour un produit ne soit pas toujours en adéquation avec le libellé du produit, en d'autres termes Les réalisations ne correspondent pas toujours exactement aux produits prévus. Même plusieurs personnes rencontrées ont reconnu qu'un réaménagement des produits était devenu nécessaire. Nous avons pris les dépenses par produit, mêmes si les réalisations ne correspondent pas au contenu du produit que nous avons comparé aux prévisions afin d'avoir une idée du taux de consommation.

---

<sup>5</sup> Document de projet SAP/Bénin, pages 72 à 75

Le tableau ci-dessous prend en compte les deux composantes et les deux effets du projet SAP/Bénin. L'effet 3 apparaîtra dans nos analyses dans le cadre de l'appréciation de la gestion du projet. Il donne plus de détail sur le budget versus les dépenses par année, pour les deux années et par produit, ce qui nous a permis de calculer le pourcentage des réalisations.

Tableau 3 : Coûts, dépenses et taux de consommation Effets, Produits,

RESULTATS	PRODUITS	COUT (\$ US)	DEPENSES REELLES			
			2014	2015	Total 2014 - 2015	Taux de consommation 2014-2015 <sup>66</sup>
<b>COMPOSANTE 1: TRANSFERT DE TECHNOLOGIE DE SURVEILLANCE CLIMATIQUE, MÉTÉOROLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE</b>						
1. Capacités renforcées des services hydrométéorologiques nationaux (DNM/ASECNA/DG-Eau) et des institutions de surveillance côtière (CRHOB) en matière de suivi des conditions météorologiques extrêmes et des changements climatiques (sécheresses, inondations, vents forts, érosion côtière, élévation du niveau de la mer)	1.1. Acquisition et installation ou réhabilitation de 300 stations limnimétriques équipées de dispositifs de télémessure, 40 pluviomètres au niveau de stations hydrologiques, et 1 débitmètre automatique à effet Doppler doté de capacités de transmission de données, ainsi que de dispositifs de traitement et d'enregistrement de données en vue de la modélisation hydrologique.	<b>832.000</b>	79.190,58	396.087,55	<b>475.278,12</b>	52,12%
	1.2. Acquisition et installation de 3 stations agro-climatiques automatiques, 2 stations synoptiques et 25 pluviomètres. Réhabilitation de 6 stations synoptiques, 20 stations agro-climatiques, toutes les stations / jauges équipées de télémétrie et d'appareils améliorés de transmission / traitement / stockage de données (DNM)	<b>1.227.000</b>	418.365,94	481.860,03	<b>900.225,97</b>	73,37%
	1.3. Acquisition/d'équipement de maintenance, de communication, de collecte/ traitement de données (matériel de surveillance utilisant le	<b>309.000</b>	32.448,87	476.420,38	<b>508.869,25</b>	164,68%

<sup>66</sup> Taux de consommation 2014-2015 de la composante 1 = cout total/total du budget consommé de 2014 à 2015

	Système mondial de localisation différentiel ou <i>Differential GPS</i> , profileur de courant et de vitesse à effet Doppler) pour le niveau de l'eau et le suivi de l'érosion côtière par le CRHOB.					
	1.4. Formation à l'intention de la DNM (4 ingénieurs / 4 techniciens), de la DG-Eau (2 ingénieurs / 3 techniciens) et du CRHOB (2 chercheurs / 2 techniciens) sur la collecte de l'information, du stockage /analyse des données, l'exploitation et l'entretien, la surveillance, y compris l'élaboration de modes opératoires normalisés (MON) et le renforcement de capacité pour la budgétisation à long terme	246.000	154.171,41	99.188,17	253.359,58	102,99%
<b>TOTAL</b>		<b>2 614 000,00</b>			<b>2 137 732,93</b>	<b>81,78</b>
<b>COMPOSANTE 2: INFORMATIONS HYDROMÉTÉOROLOGIQUES, CLIMATIQUES ET MÉTÉOROLOGIQUES INTÉGRÉES DANS LES PLANS DE DEVELOPPEMENT ET LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCES</b>						
2. Utilisation efficace et efficiente des informations hydrométéorologiques et environnementales pour l'élaboration d'alertes précoces et saisonnières qui sont intégrés dans les plans de développement à long terme	2.1. les capacités de la DNM/ASECNA et de la DG-Eau à concevoir et utiliser des prévisions météorologiques (à des échéances horaires, journalières et saisonnières) sont renforcées grâce à la formation de 4 ingénieurs et 4 techniciens spécialisés et au partage de connaissances à l'échelle régionale et internationale. (Le gouvernement aidera au recrutement et exigera que les personnes qualifiées recrutées continuent à travailler au sein de leurs institutions respectives pendant au	213.000	3.723,50	118.115,19	121.838,69	57,20%



	moins 5 ans après la formation. La formation du personnel se fera aux niveaux national et régional.)					
	<b>2.2.</b> Développement de conseils agricoles personnalisés et d'avis sur les risques climatiques extrêmes, reflétant la relation entre les informations climatiques, environnementales et socioéconomiques, à court terme et selon un calendrier saisonnier, pour répondre aux besoins des utilisateurs finaux et incluant la recherche-développement pour la mise en place d'une plateforme consultative utilisant la téléphonie mobile. (DNM / ASECNA / DG-Eau / CRHOB / DGE)	<b>150.000</b>	241.859,14	94.542,76	<b>336.401,90</b>	224,27%
	<b>2.3.</b> Développement d'une plateforme multi-agences (Comité Interinstitutionnel et Multi Disciplinaire, CIMD) pour remédier au manque de coordination et d'échange de données entre les agences et relativement aux initiatives liées aux SAP (DGE / DNM / ASECNA / DG-Eau / ANPC / Caritas ...)	<b>97.000</b>	2.673,40	12.523.02	<b>15.196,42</b>	15,67%
	<b>2.4.</b> Conception d'un portail sur les SAP ouvert à tous pour faciliter les processus transversaux et internationaux de partage de données, y compris la facilité d'accès à l'internet et aux services GSM à travers le Partenariat Public Privé (PPP) et le transfert des données dans le Système mondial de télécommunication	<b>116.000</b>	000	000	<b>000</b>	00%

(DGE/DNM/ASECNA/DG- Eau / CRHOB / ANPC)					
<b>2.5.</b> Renforcement à l'échelle nationale et locale des capacités de l'ANPC, du PNRR-ACC et de la DGE pour la prise en compte des prévisions dans les programmes actuels de développement, les DSRP (SCRIP, PAP et NGSPR) et les systèmes de gestion des catastrophes à travers la collaboration au plan local, régional et international.	<b>235.000</b>	20.127,80	000	<b>20.127,80</b>	08,57%
<b>2.6.</b> Facilitation de l'utilisation des voies de communication et des procédures normalisées pour la diffusion d'alertes par l'ANPC, la DGE, les ONG/OSC par le biais de partenariats publics privés avec la presse écrite et audiovisuelle, les institutions de GSM, publique/privée et des SMS y compris le développement d'un mécanisme de gestion des retours d'information via des numéros verts, SMS et la collaboration avec les points focaux locaux ainsi que des analyses de terrain sur l'utilité des alertes.	<b>265.000</b>	54.237,11	35.955,74	<b>90.192,85</b>	34,04
<b>2.7.</b> la capacité des communautés rurales à s'adapter aux chocs climatiques est renforcée à travers l'appui des ONG / OSC pour la promotion de la compréhension des signaux d'alerte et des plans de prévention des risques de catastrophe ainsi que l'évaluation de la réception des alertes à travers une	<b>120.000</b>	50.397,10	24.583,02	<b>74.980,12</b>	62,48

	enquête désagrégée par sexe					
<b>TOTAL</b>		<b>1 196 000,00</b>			<b>658 737,78</b>	<b>55,08%</b>
<b>TOTAL COMPOSANTE 1 &amp; 2</b>		<b>3.810.000,00</b>			<b>2.796.470,71</b>	<b>73,40%</b>

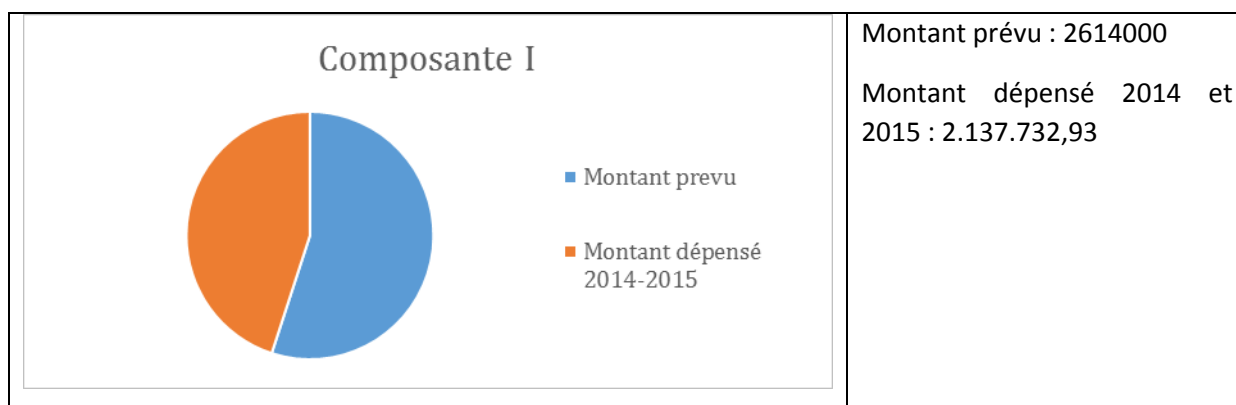
**NB : Dans les finances, on parle de trois Activités, I, II et III**

- **Activité I** : Renforcement des capacités des services hydrométéorologiques nationaux (DNM/DG-eau) et des institutions de surveillance du littoral en matière de suivi des conditions météorologiques extrêmes et des changements climatiques (sécheresses, inondations, vents forts, érosion côtière, élévation du niveau de la mer)
- **Activité II** : Utilisation efficace et efficiente des informations hydrométéorologiques et environnementales pour l'élaboration d'alertes précoces et saisonnières qui sont intégrés dans les plans de développement à long terme
- **Activité III** : Gestion du projet

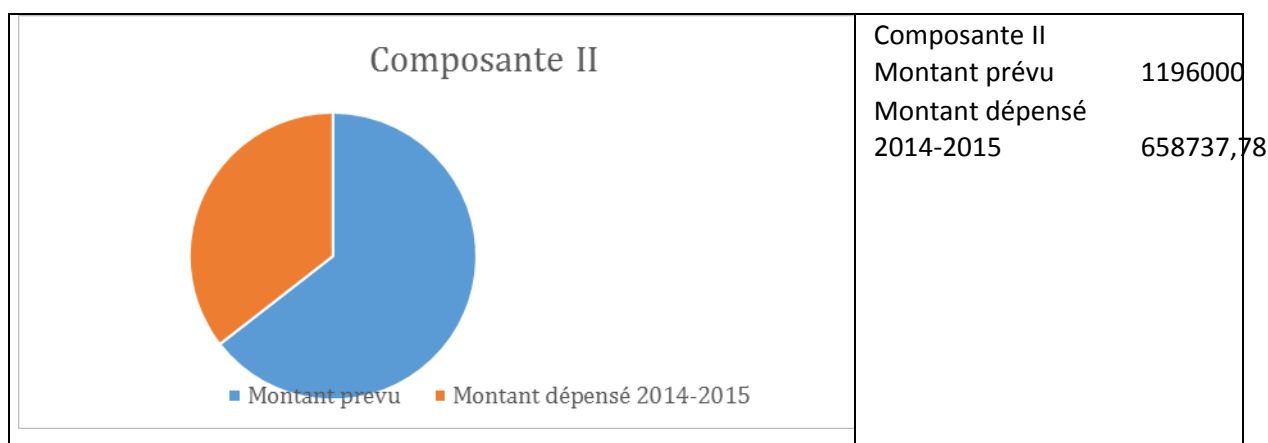
L'année 2013 a connu une exécution de 30.499 dollars US directement utilisé par le PNUD pour la rédaction et la validation du document du projet

Ci-dessous les deux composantes du projet ainsi que les taux de consommation.

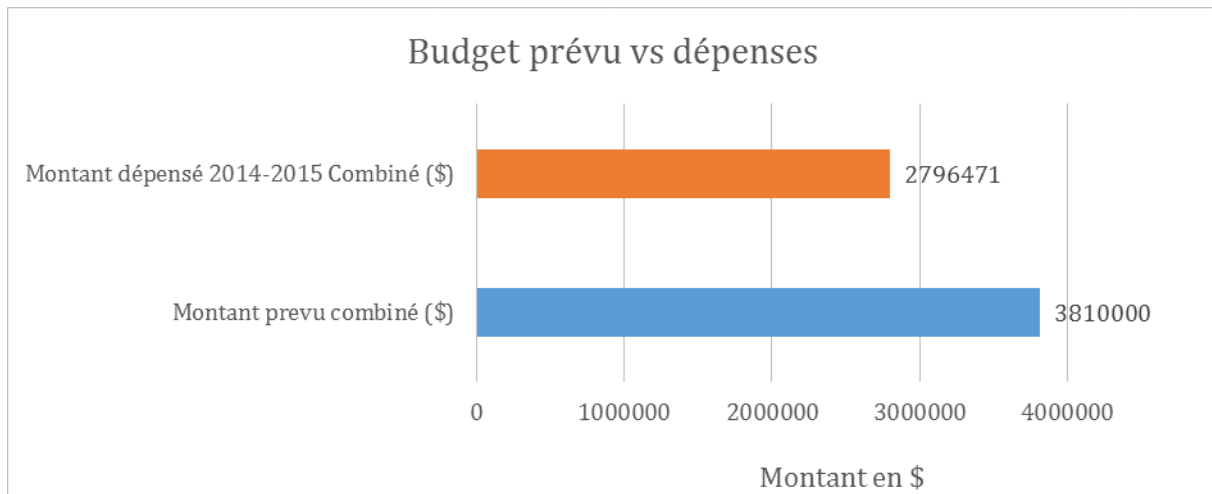
<p><b><u>Composante 1, Effet 1 : 84,78%</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Produit 1.1. : 52,12%</li> <li>• Produit 1.2. : 73,37%</li> <li>• <b>Produit 1.3. : 164,68%</b></li> <li>• <b>Produit 1.4. : 102,99%</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le produit 1.3. a dépassé les 150% et,</li> <li>• Le produit 1.4. a dépassé 100%</li> </ul>
--	--



<p><b><u>Composante 2, Effet 2 : 55,08%</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Produit 2.1. : 57,20%</li> <li>• <b>Produit 2.2. : 224,24%</b></li> <li>• <b>Produit 2.3. : 15,67%</b></li> <li>• <b>Produit 2.4. : 00%</b></li> <li>• <b>Produit 2.5. : 08,5%</b></li> <li>• Produit 2.6. : 34,04%</li> <li>• Produit 2.7. : 62,48%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le produit 2.2. a atteint un taux de réalisation de plus de 200% et,</li> <li>• Le produit 2.4. n'a pas connu de début de réalisation, <b>00%</b></li> </ul>
--	---



Les composantes 1 & 2 combinés ont un taux de consommation de 73,40%



Selon le glossaire des termes contenus dans les « *Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF* », le rapport coût-efficacité est défini comme l'évaluation « des réalisations des objectifs environnementaux et de développement ainsi que les produits du projet par rapport aux ressources, aux coûts et à la durée de la mise en œuvre. Il permet également 'examiner la conformité du projet avec l'application de la notion de surcoûts »<sup>7</sup>.

Comme nous l'avons indiqué au début de l'analyse d'efficacité, le critère d'efficacité mesure la relation entre les différentes activités, les ressources disponibles, et les résultats prévus. Il ressort de l'analyse ci-dessus que l'efficacité du projet SAP/Bénin est mitigée. Il est vrai que le taux de consommation pour les deux années, 2014 et 2015, est de 73,40% mais la relation entre les différentes activités, les ressources disponibles et les résultats tels que prévus dans le document de projet ne nous permettent pas d'affirmer l'efficacité de la mise en œuvre du projet. La plupart des activités ont été réalisées en 2015 mais plusieurs activités ne permettent pas d'atteindre les produits consignés dans le document de projet. Il a eu très certainement des révisions pertinentes de plusieurs activités mais les produits auxquels ces activités devraient contribuer à atteindre n'ont pas été révisés.

### 2.2.2. Gouvernance et gestion

« La modalité d'exécution du projet sera la Modalité d'Exécution Nationale mise en conformité avec les politiques et procédures du PNUD. Le partenaire d'exécution du projet est le Ministère en charge de l'Eau. En tant que partenaire d'exécution, le ministère aura la

<sup>7</sup> Glossaire des termes contenu dans les « Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF », p. 27.

maîtrise d'ouvrage, et nommera un coordonnateur national du projet (PC) (rémunéré par le projet) pour coordonner les différentes composantes du projet et superviser une équipe au sein de la Direction Générale de l'Eau (DG-Eau) qui mènera les activités du projet »<sup>8</sup>.

La mise en œuvre du projet SAP/Bénin est coordonnée par les instances suivantes : Comité de pilotage du projet, Unité conjoint de coordination du projet conjoint.

La plupart des structures et outils de gestion étant en place au démarrage du projet, ils ont été progressivement fonctionnels, ce qui explique que les différents rapports de suivi ou de progrès de la mise en œuvre des PTA sont réguliers, de même que les réunions du Comité Technique et les sessions du Comité de Pilotage qui sont des occasions pour apprécier les progrès réalisés et la contribution des activités aux produits prévus.

En somme, le cadre général d'arrangement de gestion du SAP/Bénin ainsi que les rôles et responsabilités décrits dans le document de projet semblent bien fonctionner.

### **2.2.2.1. Ressources humaines**

La politique de ressources humaines du SAP/Bénin consiste à organiser le recrutement du personnel qualifié pour l'unité de gestion du projet et l'implication des cadres techniques des structures impliquées dans la réalisation des différents produits liés à la prévention des alertes précoces.

Le personnel de l'unité de gestion et de coordination est composé d'un expert pour le projet, d'un Directeur National du Projet (DNP), d'un Point Focal du Projet (PF), d'un Assistant Suivi et Evaluation et d'un Assistant Administratif et Financier. Tout ce personnel est en place et assure une bonne coordination du projet en relation avec le PNUD.

En ce qui concerne la ressource humaine technique l'édification en cours du SAP a adopté une approche centralisatrice de la prévision des risques et du déclenchement des alertes aux risques hydro-climatiques. Afin de réussir ce mandat, le projet a regroupé dans une cellule technique interinstitutionnelle, cinq (5) structures techniques et scientifiques légalement habilitées dans les études et le suivi de différents domaines touchant aux cinq (5) risques hydro-climatiques à surveiller.

L'analyse institutionnelle du SAP à travers la composition de son équipe d'animation montre que son organisation et son fonctionnement actuels sont assurés par la conjonction des compétences des structures techniques de trois ministères que sont le Ministère en charge de l'Eau, celui en charge des transports et celui en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Ainsi, les cadres compétents de la DG Eau, de Météo Bénin, de l'ASECNA, l'institut de recherche halieutique et océanographique du Bénin (IRHOB), le laboratoire d'hydrologie appliquée (LHA), l'institut national de l'eau (INE) sont nommément impliqués dans les études au niveau du projet et doivent assurer la mise à disposition

---

<sup>8</sup> Document de projet, p. 81

d'informations de qualité qui seront relayées par un ensemble de structures représentées au sein du projet par des points focaux qui sont eux aussi des cadres travaillant sur la problématique dont s'occupe le projet. Il s'agit de :

- Ministère en charge de la Sécurité publique / Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC) ;
- Ministère en charge du Développement Durable / Direction générale des changements climatiques (DGCC),
- Ministère en charge de l'enseignement supérieure
- Ministère en charge de l'Agriculture (DICAF, ONASA)
- Ministère en charge de l'Elevage,
- Ministère en charge de la Décentralisation.

Il faudra ajouter, à tout cet ensemble, les appuis à la décentralisation que sont les ONG/OSC (Oxfam, Plan Bénin, Care International, IDID, CRS, CREDEL, Croix Rouge, etc.

Tout cet ensemble de ressources humaines qualifiées chacune, dans son domaine, devrait travailler en synergie afin de délivrer à temps les alertes précoces aux populations. La synergie entre toutes ces institutions/structures semblent réelles même si des signes latents d'incompréhension ont été détectés ici et là et sont liés à la répartition des budgets lors de la validation des PTA ou à l'achat de matériel etc.

L'avantage de ce type de structure est que le projet fédère autour de lui un ensemble diversifié de ressources humaines qualifiées qui ne sont pas à sa charge et doivent apprendre à travailler ensemble maintenant et à la fin du financement du projet.

#### **2.2.2.2. Le système de suivi et d'évaluation du Projet SAP/BENIN**

« Si le suivi est l'un des principaux instruments de la gestion axée sur les résultats, l'évaluation quant à elle examine de façon critique le suivi et gestion axée sur les résultats pour en déterminer la validité, la crédibilité et la finalité »<sup>9</sup>. La gestion axée sur les résultats constitue pour le FEM aussi bien pour le PNUD un élément clé au sein duquel le suivi et l'évaluation jouent un rôle important. On comprend par conséquent la raison pour laquelle, le Projet SAP/Bénin s'est doté d'un cadre de Suivi et d'évaluation. Des indicateurs pertinents et mesurables dans l'ensemble sont identifiés. Le Plan de Travail Annuel – PTA - présente, sur cette base, un cadre de S&E clair qui est à son tour décomposé au niveau des plans trimestriels de travail. Ceci permet de mieux suivre les indicateurs et de mesurer à temps les progrès ou les retards afin d'en tirer des leçons nécessaires. De façon pratique, on a constaté que le cadre de suivi et d'évaluation prévoit un suivi au cours du cycle annuel, avec un détail des activités à mener, un suivi des risques etc. Un rapport annuel fait la synthèse des résultats atteints par rapport à ceux prévus.

---

<sup>9</sup> Lapolitique en matière de suivi et d'évaluation du FEM, mp. 1

Le système de suivi et d'évaluation du projet est opérationnel jusqu'à date et les différents produits du suivi de la mise en œuvre du projet/SAP, i.e. les différents rapports de progrès sont disponibles lors de notre mission.

Les différentes rencontres de suivi du projet ont été faites aussi au niveau du suivi des risques identifiés dès le début du projet. Ce qui a permis de prévoir des mitigations afin de les amoindrir. Le plus grand problème de ce projet est la communication intra et extra projet i.e. vers les bénéficiaires du projet qui mériterait d'être mieux prise en compte surtout à cause de son caractère singulier. Tous les partenaires en sont conscients et il urge d'y apporter une solution. La communication intra projet ne semble pas suffisante et expliquerait les différentes frustrations, démotivations et au niveau des différents points focaux météo, notées ici et là. La communication externe souffre d'insuffisance de médiatisation et d'insuffisance de la diffusion du bulletin d'alerte. Est-ce dû à l'absence d'une stratégie consensuelle de communication ?

## **2.3. Résultats**

### **2.3.1. Efficacité**

Le projet SAP/Bénin, en ce qui concerne la période couverte par l'évaluation à mi-parcours, 2014 – 2015, a procédé à l'installation de quelques équipements nécessaires aux mesures des événements climatiques, et fait suivre, aux partenaires, quelques formations (renforcements de capacités).

«L'efficacité est la mesure du niveau de réalisation des résultats (produits ou effets) escomptés d'une initiative donnée ou la mesure des progrès réalisés pour l'atteinte des produits ou effets. L'évaluation de l'efficacité dans les évaluations d'un projet implique une appréciation des causes et des effets, c'est-à-dire l'attribution des changements observés aux activités du projet et à ses produits » *cf. : Guide de la planification, du suivi et de l'évaluation axés sur les résultats du développement, PNUD 2009, page 169.*

L'efficacité décrit la réalisation des objectifs ou l'atteinte de résultats. C'est la comparaison entre les objectifs ou résultats fixés au départ et les résultats atteints, d'où l'importance d'avoir des objectifs ou résultats clairs au départ. L'intérêt est de mesurer des écarts et de pouvoir les analyser.

Si nous parcourons rapidement le libellé des résultats/**effets** du projet SAP/Bénin qui correspondent aux deux composantes du projet, on note pour le résultat 1, l'utilisation du terme « **renforcer les capacités** », terme que la gestion axée sur les résultats recommande de proscrire à cause de la confusion qui tourne autour de ce terme à connotation vague. Pour le résultat 2, le libellé semble déjà plus précis, « Utilisation efficace et efficiente des informations ... ».

**Résultat 1.** Capacités renforcées (que veut-on faire exactement) des services hydrométéorologiques nationaux (DNM/ASECNA/DG-Eau) et des institutions de surveillance côtière (IRHOB) en matière de suivi des conditions météorologiques extrêmes et des



changements climatiques (sécheresses, inondations, vents forts, érosion côtière, élévation du niveau de la mer)

Quatre (4) produits contribuent à l'atteinte de ce résultat. Ils sont de compréhension claire et ne souffrent d'aucune confusion. On aurait pu partir de ces produits pour revoir le libellé de l'effet/résultat.

**Résultat 2.** Utilisation efficace et efficiente des informations hydrométéorologiques et environnementales pour l'élaboration d'alertes précoces et saisonnières qui sont intégrés dans les plans de développement à long terme.

Sept (7) produits ont été identifiés dans le document de projet qui permettront d'atteindre cet effet mais tous ne sont pas SMART.

Trois des produits comportent le terme « **renforcer les capacités** » :

**2.1.** les **capacités** de la DNM/ASECNA et de la DG-Eau à concevoir et utiliser des prévisions météorologiques (à des échéances horaires, journalières et saisonnières) sont **renforcées** grâce à la **formation** de 4 ingénieurs et 4 techniciens spécialisés et au partage de connaissances à l'échelle régionale et internationale. (Le gouvernement aidera au recrutement et exigera que les personnes qualifiées recrutées continuent à travailler au sein de leurs institutions respectives pendant au moins 5 ans après la formation. La formation du personnel se fera aux niveaux national et régional.)

Proposition de libellé plus SMART : « **Quatre (4) ingénieurs et quatre (4) techniciens spécialisés de la DNM/ASECNA et de la DG-Eau reçoivent une formation sur conception et utilisation des prévisions météorologiques (à des échéances horaires, journalières et saisonnières)** »

**2.5** **Renforcement** à l'échelle nationale et locale **des capacités** de l'ANPC, du PNRR-ACC et de la DGE pour la prise en compte des prévisions dans les programmes actuels de développement, les DSRP (SCRIP, PAP et NGSPR) et les systèmes de gestion des catastrophes à travers la collaboration au plan local, régional et international.

Proposition de libellé plus SMART : « **L'ANPC, le PNRR-ACC et la DGE sont formés pour une meilleure prise en compte des prévisions dans les programmes actuels de développement, les DSRP (SCRIP, PAP et NGSPR) et les systèmes de gestion des catastrophes.** »

**2.7** La **capacité** des communautés rurales à s'adapter aux chocs climatiques est **renforcée** à travers l'appui des ONG / OSC pour la promotion de la compréhension des signaux d'alerte et des plans de prévention des risques de catastrophe ainsi que l'évaluation de la réception des alertes à travers une enquête désagrégée par sexe.

Autre libellé plus SMART : « **Les signaux d'alerte et des plans de prévention des risques de catastrophe ainsi que l'évaluation de la réception des alertes à travers une enquête désagrégée par sexe sont vulgarisées avec l'appui des ONG/OSC au sein des communautés rurales** »

De plus, le libellé du **produit 2.2.** est confus et mériterait une clarification : « Développement de conseils agricoles personnalisés et d'avis sur les risques climatiques extrêmes, reflétant la relation entre les informations climatiques, environnementales et socioéconomiques, à court terme et selon un calendrier saisonnier, pour répondre aux besoins des utilisateurs finaux et incluant la recherche-développement pour la mise en place d'une plateforme consultative utilisant la téléphonie mobile. (DNM / ASECNA / DG-Eau / CRHOB / DGE) »

Tant que les résultats (effets et produits) ne sont pas clairement définis/libellés, il y a un fort risque de ne pouvoir avoir des indicateurs de performance adéquats, des activités qui permettent l'atteinte des produits, et par ricochet des effets.

Le tableau ci-dessous donne une idée rapide des réalisations du projet SAP/Bénin. Ce tableau prend aussi en compte l'analyse basé sur un système de notation des performances assorti d'une échelle de valeurs ou de notation à six valeurs (*Hautement Satisfaisant- **HS**, Satisfaisant -**S**, Modérément Satisfaisant- **MS**, Modérément Insatisfaisante - **MU**, Insatisfaisant - **U**, Hautement Insatisfaisant – **HU***) aidera à faire une analyse de plusieurs options équilibrée avec trois (3) options du côté Satisfaisant et 3 options du côté Insatisfaisant) en tenant compte en même temps d'une catégorie aidera à avoir une appréciation plus équilibrée.

Tableau 4 : Réalisations 2014 - 2015

RESULTATS	PRODUITS	REALISATIONS	COMMENTAIRES	Evaluation
<b>COMPOSANTE 1: TRANSFERT DE TECHNOLOGIE DE SURVEILLANCE CLIMATIQUE, MÉTÉOROLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE</b>				
<p><b>1. Capacités renforcées des services hydrométéorologiques nationaux (DNM/ASECNA/DG-Eau) et des institutions de surveillance côtière (CRHOB) en matière de suivi des conditions météorologiques extrêmes et des changements climatiques (sécheresses, inondations, vents forts, érosion côtière, élévation du niveau de la mer)</b></p>	<p>1.1 Acquisition et installation ou réhabilitation de 300 stations limnimétriques équipées de dispositifs de télémétrie, 40 pluviomètres au niveau de stations hydrologiques, et 01 débitmètre automatique à effet Doppler doté de capacités de transmission de données, ainsi que de dispositifs de traitement et d'enregistrement de données en vue de la modélisation hydrologique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 20 Stations limnimétriques réhabilitées et mises en services (2015): Mission de réhabilitation exécutée en synergie avec le Projet AMMA-CATCH de l'IRD via la DG-Eau</li> <li>• 25 stations hydrologiques télétransmises installés et mises en service</li> </ul>	<p>Les réalisations ne correspondent pas exactement aux produits prévus. Toutefois, les gestionnaires du projet ont justifié qu'un réaménagement des produits était devenu nécessaire.</p>	<b>MS</b>
	<p>1.2 Acquisition et installation de 03 stations agro-climatiques automatiques, 02 stations synoptiques et 25 pluviomètres. Réhabilitation de 06 stations synoptiques, 20 stations agro-climatiques, toutes les stations / jauges équipées de télémétrie et d'appareils améliorés de transmission / traitement / stockage de données (DNM)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 20 stations météorologiques, 25 stations hydrologiques et 03 stations océanologiques fonctionnelles et/ou télétransmises sont mises en service</li> <li>• un serveur de gestion de données et d'alerte mis en service : acquisition et mise en place d'un serveur pour le dispositif transitoire d'alerte aux inondations et prise en compte de nouveaux paramètres</li> </ul>	<p>Les réalisations ne correspondent pas exactement aux produits prévus qui pourtant sont très précis aussi bien au niveau de leur nom que de leur quantité.. Toutefois, les gestionnaires du projet ont justifié qu'un réaménagement des produits était devenu nécessaire.</p>	<b>MS</b>
	<p>1.3 Acquisition/d'équipement de maintenance, de communication, de collecte/ traitement de données (matériel de surveillance utilisant le Système mondial de localisation différentiel ou <i>Differential GPS</i>, profileur de courant et de</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• cinq (5) plates-formes de visualisation installées au Laboratoire d'Hydrologie Appliquées, au siège de</li> </ul>	<p>- Les réalisations ne correspondent pas exactement aux produits prévus.</p>	<b>S</b>

	<p>vitesse à effet Doppler) pour le niveau de l'eau et le suivi de l'érosion côtière par le CRHOB.</p>	<p>SAP/Bénin et aux ministères de l'Intérieur, de l'Environnement et de l'Eau</p>	<p>Toutefois, les gestionnaires du projet ont justifié qu'un réaménagement des produits était devenu nécessaire.</p> <p>- Des équipements acquis pour le compte de l'IRHOB n'ont pas bien fonctionné et l'initiation à leur utilisation n'est pas achevée.</p>	
	<p>1.4. Formation à l'intention de la DNM (4 ingénieurs / 4 techniciens), de la DG-Eau (2 ingénieurs / 3 techniciens) et du CRHOB (2 chercheurs / 2 techniciens) sur la collecte de l'information, du stockage /analyse des données, l'exploitation et l'entretien, la surveillance, y compris l'élaboration de modes opératoires normalisés (MON) et le renforcement de capacité pour la budgétisation à long terme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 05 (5 modèles de prévision des risques hydro climatiques sont en cours de développement)</li> <li>• 06 (6 ingénieurs dont 2 météorologues de la DNM-ASECNA, 2 hydrologues de la DG-Eau et 2 océanologues de l'IRHOB ont été formés au Kenya sur l'analyse, la modélisation et la prévision des données et informations météorologiques, hydrologiques et océanologiques).</li> </ul>	<p>Les cadres de ces structures interrogés ont déclaré que le voyage sur le Kenya était un voyage de découverte et n'a pas été un voyage de formation. Selon eux c'est le voyage des Pays-Bas qui n'a pas pu se tenir qui est pour le renforcement de capacité. Les cadres de l'IRHOB par exemple ont dit qu'ils ont certaines données mais qu'ils ne peuvent pas modéliser à cause de cette formation qui</p>	<p><b>MS</b></p>

			n'a pas eu lieu.	
	<b>COMPOSANTE 2: INFORMATIONS HYDROMÉTÉOROLOGIQUES, CLIMATIQUES ET MÉTÉOROLOGIQUES INTÉGRÉES DANS LES PLANS DE DEVELOPPEMENT ET LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCES</b>			
2. Utilisation efficace et efficiente des informations hydrométéorologiques et environnementales pour l'élaboration d'alertes précoces et saisonnières qui sont intégrés dans les plans de développement à long terme	2.1. les <b>capacités</b> de la DNM/ASECNA et de la DG-Eau à concevoir et utiliser des prévisions météorologiques (à des échéances horaires, journalières et saisonnières) sont <b>renforcées</b> grâce à la <b>formation</b> de 4 ingénieurs et 4 techniciens spécialisés et au partage de connaissances à l'échelle régionale et internationale. (Le gouvernement aidera au recrutement et exigera que les personnes qualifiées recrutées continuent à travailler au sein de leurs institutions respectives pendant au moins 5 ans après la formation. La formation du personnel se fera aux niveaux national et régional.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le MON est élaboré.</li> <li>Mode Opérateur Normalisé (MON) de communication et de diffusion d'alertes adopté (par arrêté ou décret) et opérationnel : validation de MON, adopté par arrêté N°192/MISPC/DC/SGM/ANP C/SA du 29 octobre 2014</li> <li>Modèles sectoriels d'évaluation des impacts économiques du climat développé</li> <li>Rapport de l'étude d'identification des opportunités et besoins en produits climatiques du secteur privé validé : draft du rapport transmis et atelier de validation en cours</li> <li>Parmi quatre agents du service Hydrologique, quatre de l'INHOB, dix DNM-ASECNA, dix sont capables de donner l'alerte</li> </ul>	<p>Le renforcement des capacités des ingénieurs et techniciens n'est pas documenté.</p> <p>Tout le produit n'est pas obtenu. L'équipe d'évaluation à mi-parcours n'a eu aucun rapport sur le recrutement des personnes qualifiées devant être formées et qui travailleront au sein de leurs institutions respectives pendant au moins 5 ans après la formation.</p>	<b>MS</b>
	2.2 Développement de conseils agricoles personnalisés et d'avis sur les risques climatiques extrêmes, reflétant la relation entre les informations climatiques, environnementales et socioéconomiques, à court terme et	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cadres formés à l'opérationnalisation du MON et/ou sur la collecte de l'information, l'analyse,</li> </ul>	Les rapports ne font pas apparaître clairement tous les produits de départ.	<b>MS</b>

	selon un calendrier saisonnier, pour répondre aux besoins des utilisateurs finaux et incluant la recherche-développement pour la mise en place d'une plateforme consultative utilisant la téléphonie mobile. (DNM / ASECNA / DG-Eau / CRHOB / DGE)	l'exploitation et le stockage des données, les principes d'entretien/surveillance y compris l'élaboration de MON pour l'équipement et le renforcement des capacités pour l'élaboration de budgets à long terme	C'est avec les entretiens qu'on sait que la plupart est réalisée.	
	2.3 Développement d'une plateforme multi-agences (Comité Interinstitutionnel et Multi Disciplinaire, CIMD) pour remédier au manque de coordination et d'échange de données entre les agences et relativement aux initiatives liées aux SAP (DGE / DNM / ASECNA / DG-Eau / ANPC / Caritas ...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de l'étude d'identification des opportunités et besoins en produits climatique du secteur privé validé</li> <li>• Participation à dix (10) ateliers d'échanges au 31 décembre 2015 (en Ouganda, au Niger, en Malaisie, à Dakar, au Ghana, en Ethiopie, en Indonésie, aux Etats –Unis, au Pérou et à la COP 21 à Paris)</li> </ul>	Difficile d'appréhender : - comment ces voyages ont contribué à renforcer le développement du Comité Interinstitutionnel et Multi Disciplinaire, CIMD, et  - dans quelle mesure ces voyages ont contribué à la résolution du problème de manque de coordination et d'échange de données entre les agences.	MS
	2.4 Conception d'un portail sur les SAP ouvert à tous pour faciliter les processus transversaux et internationaux de partage de données, y compris la facilité d'accès à l'internet et aux services GSM à travers le Partenariat Public Privé (PPP) et le transfert des données dans le Système mondial de télécommunication (DGE/DNM/ASECNA/DG- Eau / CRHOB /	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modèles sectoriels d'évaluation des impacts économiques du climat développé</li> <li>• Au 31 décembre 2015, aucun Portail d'accès libre aux données et</li> </ul>	<b>D'après les parties prenantes interrogées, les modèles sont en cours d'élaboration. Les études qui doivent conduire à l'adoption de modèles nationaux</b>	U

	ANPC)	<p>informations et plate-forme mobile-phone de conseils agricoles opérationnels n'est disponible)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aucun partenariat SAP/Communes conclu</li> </ul>	ne sont pas encore faites. L'objectif étant d'avoir un modèle consolidé. Ce produit mérite plus d'attention et justifications documentées par rapport au retard dans sa réalisation.	
	<p>2.5 <b>Renforcement</b> à l'échelle nationale et locale <b>des capacités</b> de l'ANPC, du PNRR-ACC et de la DGE pour la prise en compte des prévisions dans les programmes actuels de développement, les DSRP (SCR, PAP et NGSPR) et les systèmes de gestion des catastrophes à travers la collaboration au plan local, régional et international.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A la date du 31 décembre 2015, aucun partenariat SAP-Communes n'a été conclu</li> </ul>	Ce résultat indique qu'il faut changer de stratégie de communication envers les communes qui sont les responsables au niveau local et dont les territoires et les citoyens subissent les effets néfastes du changement climatique. Il va falloir changer d'approche d'implication des communes dans le projet.	U
	<p>2.6 Facilitation de l'utilisation des voies de communication et des procédures normalisées pour la diffusion d'alertes par l'ANPC, la DGE, les ONG/OSC par le biais de partenariats publics privés avec la presse écrite et audiovisuelle, les institutions de GSM, publique/privée et des SMS y compris le développement d'un mécanisme de gestion des retours d'information via des numéros verts, SMS et la collaboration</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MON de communication mis en place par arrêté N°192/MISPC/DC/SGM/ANPC/SA du 29 octobre 2014 sous la responsabilité de l'ANPC en charge de la gestion des risques de</li> </ul>	Les rapports d'analyse de terrain sur l'utilité des alertes doivent être produits. Ce rapport devra aussi intégrer les avis des	S

	avec les points focaux locaux ainsi que des analyses de terrain sur l'utilité des alertes.	catastrophes	mairies.	
	2.7 La <b>capacité</b> des communautés rurales à s'adapter aux chocs climatiques est <b>renforcée</b> à travers l'appui des ONG / OSC pour la promotion de la compréhension des signaux d'alerte et des plans de prévention des risques de catastrophe ainsi que l'évaluation de la réception des alertes à travers une enquête désagrégée par sexe	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'étude portant sur les Proportions des populations (H/F) utilisant les alertes et informations climatiques n'est pas disponible (TDR élaborés)</li> </ul>	L'équipe d'évaluation à mi-parcours recommande que l'étude soit lancée sans délai.	U

**N.B.** : La façon dont les produits sont présentés et le format de présentation des rapports de progrès ne permettent pas de suivre nominativement et de façon aisée la réalisation ou l'atteinte des produits.

**Grille d'évaluation des indicateurs**

Verdâtre = Réalisation équivoque	Jaune = en voie de réalisation	Rougeâtre = pas réalisé à ce stade mais peut encore si recommandations suivies
----------------------------------	--------------------------------	--



De manière plus détaillée, on peut résumer les réalisations comme ci-dessous :

**En 2014, neuf produits spécifiques du projet sont prévus, la plupart est réalisée.**

- Le processus d'installation a démarré en 2014 et se poursuit jusqu'à présent. Sur les 25 stations ciblées 20 sont installées en 2015. Donc pas de stations installées en 2014.
- « le rapport de l'étude de faisabilité et le développement des capacités pour le personnel technique de la DNM/ASECNA/DG-Eau/IRHOB pour générer des prévisions ciblées et une gamme de produits orientés vers les besoins des utilisateurs à la fois publics et privés validé » n'a pas pu être réalisé. La raison est que le processus d'acquisition des équipements qui a connu de retard. Or la formation doit se faire en présence de ces appareils.
- de même «le rapport de l'étude d'identification des opportunités et besoins en produits climatiques du secteur privé » n'a pu être validé.
- Les taux d'exécution physique et financière du PTA sont dépassés. De 85% prévu, on est passé à 97% d'exécution en fin 2014.
- Le plan de renforcement des capacités du personnel n'a pu s'exécuter qu'à hauteur de 10% contre 30% prévu. La raison est que certaines dépenses liées aux voyages (notamment sur le Kenya) étaient sous évaluées et ont pratiquement doublées à la réalisation. Ajouté à cela, des activités indispensables pour le bon fonctionnement du projet, mais qui n'étaient pas prévues, mais dont la réalisation a coûté cher au projet. Tout ceci a amenuisé considérablement les ressources du projet et justifie le manque de moyen pour compléter la formation en modélisation devant se faire au Pays-Bas.
- Deux sessions des organes de collecte, de traitement et d'analyse prévisionnelle des données sont prévues, mais à l'arrivée, trois sont tenues.

**En 2015, Onze (11) Produits spécifiques du projet sont prévus.** Afin de mieux comprendre l'analyse qui est faite ici, nous donnons quelques indications : les chiffres entre parenthèse représentent le numéro des produits. Le premier pourcentage représente la cible pour l'année et le second, la réalisation. Seules les cibles n'ayant pas été atteintes ou dépassées font l'objet d'analyse.

**(1.1)** : Proportion de communes disposant d'équipements de mesure agro-climatique et hydrologiques

**(1.1)**: 40%/ (1.1): 40% (25 stations hydrologiques télétransmises sont installées et mises en service)

Cet indicateur est bien précis. Cependant, la façon dont il a été mesuré et présentée ne rend pas clairement compte de la dotation des communes en équipements. En effet, si l'indicateur parle de la proportion de communes disposant d'équipements de mesure agro-climatique et hydrologiques, le résultat doit permettre d'appréhender la proportion de

communes ayant bénéficié et non le nombre d'équipements. Ainsi, nous avons le nombre d'équipements installés mais nous n'avons aucune indication sur leur répartition dans les communes. Donc il va falloir, dans les rapports à venir compléter le résultat avec la répartition des équipements par commune.

De plus, il faut donner un peu plus de détails sur la façon dont le pourcentage (40%) est obtenu et les éléments de calcul. Autrement, on ne peut pas vérifier si le chiffre est biaisé ou pas.

**(1.2):** 50 stations prévues /(1.2): 48 réalisées (20 stations météorologiques, 25 stations hydrologiques et 03 stations océanologiques fonctionnelles et/ou télétransmises sont mises en service soit un taux de 96%)

En ce qui concerne le nombre de stations et d'instruments de mesure météorologique, hydrologique et océanologique fonctionnelles et/ou télétransmises mises en service, on constate aussi une absence de précision à ce niveau. En effet, en donnant un nombre global de 50 appareils à mettre en service on n'a pas indiqué le nombre par type. Etant donné que tous les appareils ne sont pas identiques, il aurait mieux fallu indiquer le nombre prévu par type d'appareils. Ceci devrait permettre au final de savoir quel appareil n'a pas été entièrement acquis. Sans ces précisions il est difficile de faire des recommandations précises si on n'a pas recours aux questionnaires de projet.

**(1.3):** 10%/ (1.3): 05% (5 plates-formes de visualisation ont été installées au Laboratoire d'Hydrologie Appliquées, au siège du Projet SAP-Bénin et aux ministères en charge de l'intérieur, de l'environnement et de l'eau).

Concernant le « Nombre de plate-forme (serveurs et accessoires) de collecte, de traitement, de gestion et de visualisation des données, informations et prévisions mise en service » La même imprécision demeure. Le résultat obtenu dit : « 5 plates-formes de visualisation ont été installées au Laboratoire d'Hydrologie Appliquées, au siège du Projet SAP-Bénin et aux ministères en charge de l'intérieur, de l'environnement et de l'eau ». Etant donné qu'il y a plusieurs structures, on suppose que chaque structure a reçu une plate-forme. Puisque nous savons quel est le type d'appareil que nous avons en présence on devrait, pour raison de clarté, dire le type et le nombre prévu pour chaque structure et à la fin de l'année, on doit pouvoir dire le nombre effectivement acquis pour les mêmes structures. Il va donc falloir corriger cela pour les rapports à venir.

De plus, le rapport ne dit rien sur les raisons pour lesquelles, sur 10 plates-formes prévues, seules 05 sont installées. Il va falloir compléter ces informations dans les rapports à venir.

**(1.4) :** 03% /(1.4): 05% (5 modèles de prévision des risques hydro climatiques sont en cours de développement)

Le Nombre de modèles de prévision et d'alerte à développer prévu pour 2015 est trois (3). A la fin de l'année 2015, nous avons cinq en cours de développement. Ceci pose un problème de respect des prévisions. Pourquoi augmenter le nombre pour ne pas finir, quand on sait que développer un modèle coûte cher ? De plus, nulle part ne figure les raisons pour lesquelles on est passé de trois à cinq, ni celles pour lesquelles on n'a pas pu finaliser les cinq. Donc on a engagé le développement de modèles qui sont sensés se terminer à la fin de

l'année 2015 afin qu'on s'en serve l'année suivante, mais on n'a pas finalisé et on ne peut pas les utiliser. Cela pose le problème de la définition correcte du temps nécessaire pour le développement des modèles. De plus, si le budget venait à faire défaut les années suivantes, il est possible que le développement des modèles soit compromis.

**(1.5)** : 15% / (1.5): 06% (6 ingénieurs dont 2 météorologues de la DNM-ASECNA, 2 hydrologues de la DG-Eau et 2 océanologues de l'IRHOB ont été formés au Kenya sur l'analyse, la modélisation et la prévision des données et informations météorologiques, hydrologiques et océanologiques).

Par rapport au « Nombre d'ingénieurs et de techniciens (H/F) spécialement formés pour le SAP (production des informations et alertes) » il est prévu 15, mais en fin d'année, on a formé 6. Selon les entretiens avec les ingénieurs devant être formés, le voyage sur le Kenya est plus un voyage de découverte pas un voyage de formation, la formation devant se faire aux Pays-Bas. Selon les responsables du projet, le voyage des Pays-Bas n'a pas eu lieu pour raison lié à des difficultés budgétaires.

En ce qui concerne la réduction du nombre d'ingénieurs prévu pour être formé, les responsables ont évoqué les raisons de difficultés de trésorerie. Dans ces conditions, on doit recommander que la formation se poursuive, et ce pour les quinze car c'est le nombre dont on a besoin pour délivrer correctement les alertes. Un nombre inférieur ferait peser le travail sur quelques uns. Ceci pourrait compromettre la qualité du travail à la longue. Il va falloir surveiller la reprogrammation de ces formations pour les années suivantes du projet, car il ne sert à rien d'avoir des équipements sans les compétences nécessaires pour les manipuler et exploiter pour les fins pour lesquelles on les a acquis.

**(2.1)** : 10% / (2.1): 56% (Parmi les agents du service de l'hydrologie de (04), de l'IRHOB (04) et de la DNM-ASECNA (10), on dénombre environ 10 cadres capables de donner l'alerte)

Concernant la « proportion de cadres (H/F) disposant de capacités à donner l'alerte précoce avant une crise climatique ou une catastrophe » la cible est de 10% et on est passé à 56% à la fin de l'année. Ici aussi, il faut mettre la formule du calcul du pourcentage de même que les données pour le calcul afin de faciliter la vérification. En plus, le rapport ne dit rien sur les raisons qui ont amené à améliorer le score de cet indicateur. Il va falloir compléter cet aspect dans les rapports suivants et le faire ressortir dans les leçons apprises.

**(2.2)**: 50% / (2.2): 00% (Les cadres ciblés seront formés à l'opérationnalisation du MON et/ou sur la collecte de l'information, l'analyse, l'exploitation et le stockage des données, les principes d'entretien/surveillance y compris l'élaboration de modes opératoires normalisés (MON) pour l'équipement et le renforcement des capacités pour l'élaboration de budgets à long terme)

Pour le « Nombre de cadres formés (H/F) pour l'utilisation des informations et alertes », il est prévu cinquante (50) pour 2015. En fin d'année, aucun cadre n'est formé. Les raisons ne figurent pas dans le document. Ceci devrait y figurer et même servir de leçon.

**(2.3)** :04% /(2.3): 02%

Le « Nombre de sessions de formation nationale, régionale et internationale organisées au profit des acteurs du SAP/IC », il est prévu quatre, mais deux ont été réalisées et dans le descriptif, on met : «Les acteurs du SAP-IC ont pris part à 10 ateliers d'échanges au 31 décembre 2015 (à Ouganda, au Niger, en Malaisie, à Dakar, au Ghana, en Ethiopie, en Indonésie, aux Etats –Unis, au Pérou et à la COP 21 à Paris». Cette présentation est confuse et ne donne aucune information pertinente. Il aurait fallu dire clairement le nombre session de formation par pays. Cette façon très générale de présenter l'indicateur rend difficile la prévision budgétaire y afférant et conduit facilement à des dépassements de crédits. Pour l'avenir, il vaut mieux dire avec précision le nombre de voyages par zone, région et pays.

**(2.4)**: 01%/(2.4): 00 %

Le « Portail d'accès libre aux données et informations et plate-forme mobile-phone de conseils agricoles opérationnels ». A la date du 31 décembre 2015, aucun Portail d'accès libre aux données et informations et plate-forme mobile-phone de conseils agricoles opérationnels n'est disponible. Le rapport ne nous dit pas pourquoi ce résultat n'est pas atteint, ni ce qu'il sera fait pour corriger. Il va falloir produire ces informations et dire comment cette situation sera corrigée.

**(2.5)**: 01%/(2.5): 00%

Le « Nombre de partenariat SAP-Communes conclus ». A la date du 31 décembre 2015, aucun partenariat SAP-Communes n'a été conclu. Le rapport met en cause le processus de transmission des correspondances aux communes, mais ne nous dit pas ce que le processus a eu de défectueux. De plus, il est fait état du faible niveau organisationnel des communes. Nous pensons que cette formulation nécessite un peu plus de clarté notamment en nous disant précisément ce qui n'a pas fonctionné au niveau des communes pour que les accords ne soient pas possibles. Pour les rapports à venir il faut donner ces précisions.

**(2.7)**: 40%/(2.7): 00%

« Proportion des populations (H/F) utilisant les alertes et informations climatiques ». La cible pour 2015 est de 40%. En d'année 2015, on est à 00 %. Donc, rien n'a pu être fait. Le rapport met : « les TDR relatifs à l'étude portant sur la Proportion des populations (H/F) utilisant les alertes et informations climatiques sont élaborés». Ce type de résultat est confus et ne permet pas de comprendre réellement ce qui s'est passé. Le rapport doit préciser la proportion ou bien donner les raisons pour lesquelles on n'a pas pu avoir le résultat attendu.

Pour ce qui est relatif à la composante ou effet : gestion du projet, on note :

**(3.3)**: 80%/(3.3): 64% (64% de la planification 2015 ont été mises en œuvre au 31 décembre 2015 avec un taux de performance estimé à 80%)

Le « Taux d'exécution physique du PTA 2015 ». Il est prévu 80% d'exécution physique. A la fin de l'année, on est resté à 64% soit un déficit de 16% qui n'est pas négligeable. Le rapport

doit s'atteler à expliquer les raisons de cette baisse, au lieu de nous donner un taux de performance de 80% qui rend encore plus confus la lecture et la compréhension du résultat.

**(3.4): 80%/3.4): 85 % (effectivement décaissés au 15 décembre 2015)**

Le « Taux d'exécution financière du PTA 2015 ». Il est prévu un taux de 80% contre une réalisation de 85%, soit un dépassement de 5%. Le rapport doit nous expliquer pourquoi il y a eu ce dépassement dans l'exécution financière et quelle est l'amélioration des résultats du projet correspondante. Ceci permettra d'analyser la pertinence du dépassement et l'efficacité ou non de ce dépassement. Il faut donc à l'avenir veiller à mettre dans le rapport ces justifications.

Au vu de ce qui précède, on peut dire que l'efficacité de la mise en œuvre du SAP/Bénin est globalement satisfaisante à mi-parcours. Ce qui témoigne de l'intérêt des institutions, parties prenantes, pour sa réussite. Il reste cependant la réalisation de plusieurs produits prévus dans le document de projet, tels que :

- le partenariat SAP-Communes, très important pour rendre durable le projet
- La formation aux Pays Bas qui rendrait plus opérationnels les collègues devant se servir des nouvelles acquisitions
- le Portail d'accès libre aux données et informations et plate-forme mobile-phone de conseils agricoles opérationnels
- l'étude portant sur les Proportions des populations (H/F) utilisant les alertes et informations climatiques non disponibles, etc.

Les allocations faites par effet dans le document de projet ont-ils sous-estimées l'ampleur des tâches à accomplir pour atteindre les résultats du Projet, effet 1 et 2 ? La question mérite d'être posée lorsque l'on remarque que le budget relatif à l'acquisition des équipements s'est avéré largement insuffisante pour acquérir les 80 stations prévues. Idem pour l'Effet 2 qui portait sur le renforcement des capacités, terme on ne peut plus vaste et vague parce que imprécis. L'équipe du projet devrait revoir les produits et définir les activités devant permettre de les réaliser. Une relecture du document de projet s'avère indispensable. **L'efficacité est globalement satisfaisante.**

### **2.3.2. Effets/Impacts**

L'étude de l'impact mesure les retombées de l'action à moyen et long terme, c'est l'appréciation de tous les effets du projet sur son environnement, effets aussi bien positifs que négatifs, prévus ou imprévus, sur le plan économique, social, politique ou écologique. C'est l'ensemble des changements significatifs et durables dans la vie et l'environnement des personnes et des groupes ayant un lien de causalité direct ou indirect avec le projet.

De manière plus spécifique, et pour ce qui est relatif au SAP/Bénin, pouvons-nous parler d'effets ou d'impacts après un peu plus de deux années de mise en œuvre ? Le SAP/Bénin a démarré en 2013, mais est devenu effectif en 2014. Une durée trop courte normalement pour produire des effets ou des impacts. Il est tout de même possible de percevoir des signes qui, s'ils se poursuivent, donneront des effets. Parmi ces signes, on peut retenir :

- Complémentarité du projet avec les autres structures nationales impliquées dans la prévention des risques de catastrophes
- Acquisition et installation des équipements qui sont pour la plupart opérationnels
- Construction de dispositifs d'alerte fonctionnels
- Développement et mise en place du Mode Opérationnel Normalisé (MON) pour l'utilisation et l'entretien des équipements et la collecte et le stockage des données
- Des formations à l'attention des ingénieurs devant s'occuper de la modélisation et de l'alerte précoce.

Ces différents changements observables lors de la revue à mi-parcours devraient être vulgarisés par une médiatisation adéquate, une meilleure diffusion du bulletin d'alerte au sein de toutes les communes du Bénin. De plus, les effets seront plus perceptibles avec un nombre plus important des stations qui ne couvre que faiblement le territoire national (insuffisance de terme de couverture nationale des stations météorologique). Le partenariat SAP-Communes devient alors une urgence.

Malgré tous ces points, il est permis de conclure que le SAP/Bénin va induire une meilleure compréhension et un changement pour aller vers une convergence d'actions pour la prévention des risques de catastrophe au Bénin.

### **2.3.3. Appropriation et durabilité**

#### **2.3.3.1. Appropriation**

Une telle démarche est de nature à assurer aussi bien la mise en œuvre optimale des activités que **l'appropriation de la démarche par les structures impliquées et le renforcement des capacités de ces structures**. Nous entendons par renforcement des capacités le transfert des technologies mais aussi des connaissances.

Il est évident que le maximum d'appropriation est lié à la modalité NEX /NIM mais aussi et surtout au fait que le partenaire d'exécution de ce projet est le ministère de l'eau qui a la maîtrise d'ouvrage et nomme le Coordonnateur national du projet. Il a aussi la responsabilité d'établir les accords de collaboration avec les institutions et les organisations qui jouent un rôle important dans la mise en œuvre du projet à tous les niveaux.

Les ministères sectoriels impliqués dans la gestion ou réduction des risques de catastrophes et de la gestion des calamités hydrométéorologiques sont tous fortement impliqués, aux côtés du Ministère de l'eau, pour l'atteinte des résultats du projet.

Le projet va se poursuivre après l'arrêt du financement des partenaires au développement ont affirmé les cadres du Ministère de l'eau. Il reste néanmoins que la territorialité de ce projet ou son ouverture vers les instances régionales ou communales, devienne une réalité

comme prévu dans le PRODOC.

Un autre élément qui pourra concourir à l'appropriation des connaissances, des enseignements et des bonnes pratiques est la capitalisation et la vulgarisation des leçons apprises de la mise en œuvre du SAP/Bénin, des modèles réussis d'autres pays du Sud.

D'après le document de projet SAP/SI, Météo Bénin / ASECNA, la DG-Eau et le CRHOB sont les fournisseurs d'informations appropriées puisque travaillant sur des problématiques similaires que le projet SAP/Bénin. Les distributeurs d'informations les plus pertinentes pour SAP/IC comprennent l'ANPC, la DGE et diverses ONG / OSC dont Caritas, Care International, Plan Bénin, IDID, CRS, Oxfam et la Croix-Rouge. Les points focaux du projet, dans chaque structure, ont commencé à faire intégrer les activités du projet SAP dans son PTA. C'est le cas de la Direction de l'Eau, du CRHOB etc., ce qui est un prélude pour une meilleure appropriation.

En ce qui concerne les ONG / OSC dont Caritas, Care International, Plan Bénin, IDID, CRS, Oxfam et la Croix-Rouge, le projet faisant partie désormais de leur portefeuille de projets et elles sont disposées à faire de la mobilisation de ressources pour assumer leur rôle à la fin du projet.

La faible implication des communes dans le projet constitue une grande faiblesse auquel il convient de trouver très rapidement une solution. L'autre plus grand problème pour l'appropriation de ce projet est la communication qui mériterait d'être mieux prise en compte surtout à cause de son caractère singulier.

### **2.3.3.2. Durabilité (pérennité, viabilité)**

Le cinquième critère d'évaluation est la **durabilité (ou encore pérennité ou viabilité)**, vise à savoir si les effets du programme perdureront après son arrêt. C'est l'analyse des chances que les effets positifs de l'action se poursuivent lorsque l'aide extérieure aura pris fin. La viabilité, permet de déterminer si les résultats positifs du projet (au niveau de ses objectifs spécifiques) sont susceptibles de perdurer une fois taris les financements externes. Viabilité financière mais aussi opportunité de reproduire **ou généraliser le programme à plus grande échelle.**

Dans quelle mesure les actions du projet SAP/Bénin sont-elles pérennes ou durables ?

- L'ancrage institutionnel du SAP/Bénin est le premier gage de sa durabilité ou viabilité et de la réussite de la stratégie de sortie du projet, conséquemment de l'internalisation de ce projet dans les structures de l'Etat. Néanmoins, la prise en charge financière est un élément important qu'il convient de prendre dès à présent en compte. Faire continuellement appel aux financements des donateurs peut présenter certains risques, en particulier du point de vue de leur durabilité à long terme. Il faudra, pour obtenir un soutien budgétaire national efficace pour les SAP,

répondre à priori aux besoins des décideurs et utiliser des méthodes avec un excellent rapport coût/efficacité

- Au niveau du ministère en charge de l'environnement, les cadres travaillent pour la mise en place du Plan National d'Adaptation (PNA) qui va intégrer la quasi-totalité des initiatives en matière de changement climatique. A travers cela, et en plus de toutes les initiatives prises au niveau de chaque point focal, le ministère prévoit que les acquis du projet SAP/SI soient intégrés dans le PNA ainsi, il sera un élément du nouveau projet ce va assurer au SAP/SI, une durabilité.
- L'organisation et le fonctionnement des structures et instances impliquées dans le Projet sont un prélude de durabilité qu'il convient de maintenir et de renforcer. Un risque à prendre en compte pour trouver des solutions de mitigation serait le défaut ou la faible motivation (ou désintéressement) des agents fonctionnaires (agents des institutions de la partie nationale) sur lesquels reposent les performances du Projet. Une sensibilisation des institutions partenaires de ce projet ainsi que les agents qui y travaillent sur l'importance de ce projet novateur mais aussi fédérateur serait un gage de plus d'efficacité.

A mi-parcours de la mise en œuvre du SAP/Bénin, les signes de la durabilité ne sont pas suffisamment visibles. Et en suivant les "Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financé par le GEF", le **risque de la durabilité est probable (L.)**

Selon les "Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF", il faut, dans la partie "durabilité, faire une évaluation en fonction du tableau suivant :

**Tableau 5 : Echelle d'évaluation de la durabilité<sup>10</sup>**

Probable (L.)	Risques négligeables pour la durabilité ; les principales réalisations sont sur le point d'être atteintes à la cloture du projet et devraient être maintenues dans un avenir prévisible
Assez probable (ML.)	Risques modérés : certaines réalisations au moins devraient être maintenues étant donné les progress vers les résultats des réalisations observés lors de l'examen à mi-parcours
Assez improbable (MU)	Risques importants que les principales réalisations ne soient pas maintenues après la clôture du projet, à l'exception de certains produits et activités
Improbable (U)	Risques forts que les réalisations du projet et les principaux produits ne soient pas maintenus

<sup>10</sup> « Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financé par le GEF », page 25



### **III. LECONS APPRISES**

Parmi les leçons apprises, on peut retenir :

- l'amélioration de l'information sur le climat (IC) et le développement d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) sont un moyen efficace pour renforcer la prise de conscience des populations en général par rapport aux risques météorologiques/climatiques afin qu'elles se préparent en conséquence, et apprennent à mieux gérer les risques liés aux changements climatiques à long terme, avec les incertitudes qui y sont attachées ;
- engouement des acteurs pour un projet peut constituer un gage de succès. Pour le cas spécifique du projet SAP/Bénin, les acteurs étaient, au début du projet, très motivés à l'idée de contribuer à la gestion des risques hydroclimatiques et d'aider à leur prévention. Cet élan de départ semble s'estomper, de plus en plus, surtout avec la réforme institutionnelle pour des raisons diverses qu'il convient de prendre en considération : incompréhension du contenu de la réforme ? Communication autour de cette réforme pour permettre aux institutions partenaires aussi bien qu'aux cadres de l'internaliser ? Cette réforme ne pourrait-elle pas être une opportunité de renforcer le dynamisme de départ que toutes les institutions partenaires apprécient positivement ? ;
- avoir des équipements de qualité n'est pas suffisant pour rendre opérationnel le projet SAP/Bénin, il faut s'assurer que les formations conséquentes se fassent rapidement surtout à l'attention des cadres qui doivent faire les modélisations et produire l'information climatique. La conséquence directe de l'absence des formations adéquates est que les données sont fournies par les équipements mais les cadres n'arrivent pas à faire les modélisations ;
- le succès d'un Projet SAP dépend de son ancrage institutionnel tel que c'est le cas au Bénin. Un projet dont les activités rentrent dans les prérogatives et la problématique des ministères et structures impliquées dans la gestion des risques de catastrophes a plus de chance de succès à long terme ;
- une bonne description théorique de la conformité entre le PRODOC, les priorités nationales et celles du PNUD/FEM ne suffit pas pour que le projet SAP réponde aux attentes des bénéficiaires. Il est important que cet exercice intellectuel se traduise, au plan opérationnel, par une description très précise des liens et concordances concrètes entre les activités prévues et les besoins réels des bénéficiaires ;
- la façon dont l'information est recueillie, analysée et diffusée est déterminante pour son utilisation dans les prises de décision et son rôle d'appui aux interventions nationales immédiates en cas de crises d'inondation, crises alimentaires et

nutritionnelles transitoires. Ici le rôle des points focaux météo est très important d'où la nécessité de revoir leurs conditions de travail ;

- un système tiré par la demande (besoins réels des bénéficiaires) est essentiel pour l'efficacité et la pérennisation à long terme des systèmes d'alerte précoce ;

#### **IV. RECOMMANDATIONS**

Un SAP complet et efficace implique la prise en compte intégrée des quatre (4) composantes ci-après : (i) connaissance des risques ; (ii) surveillance et alertes ; (iii) communication et diffusion ; et (iv) capacité de réponse et de relèvement. Le dispositif actuel du SAP/Bénin est de nature à produire des données et des informations utiles. Ce système a permis de réagir convenablement aux inondations de 2015 sans perte en vies humaines. Il reste à travailler de sorte qu'aucun dysfonctionnement n'intervienne à court et à moyen termes au niveau de ces quatre composantes.

Notons que le projet SAP/Bénin actuel ne couvre pas encore tous les risques climatiques. Seul le risque inondation est suffisamment pris en compte.

Les collectivités locales ne se sont pas encore approprié convenablement le projet malgré les séances de sensibilisation qui sont faites à leur endroit.

Pour le moment, un seul Serveur est installé et ne reçoit que des données hydro météo et océanologiques. Il ne délivre que des données alors qu'on devrait avoir des serveurs qui délivrent toutes les informations et un bulletin climatique. Ce qui implique qu'une autre génération de serveurs doit être acquise à l'avenir. Cependant, les structures productrices de l'information climatique (Météo-Bénin, IRHOB, DG-Eau) ont été associées à la spécification des équipements dont elles ont besoin dans le cadre du Projet SAP. Météo-Bénin par exemple a identifié et retenu le fournisseur PULSONIC.

A l'issue de nos entretiens avec les parties prenantes impliquées dans la mise projet, y compris les points focaux météo ainsi que l'analyse les documents pertinents relatifs au projet et mis à notre disposition, les recommandations suivantes peuvent être faites :

##### **1. Sur le plan de la mise en œuvre physique :**

- Poursuivre les formations prévues afin de permettre aux ingénieurs et aux experts d'acquérir les capacités de faire la modélisation à partir des données ;
- Compléter l'achat des appareils et équipements importants prévus et importants ;
- Surveiller les équipements de mesure installés ici et là sur l'étendue du territoire national : important d'assurer la sécurité des équipements et appareils acquis à travers des personnes responsabilisées et rémunérées : les personnes qui font la lecture au niveau des stations sont en même temps chargées de surveiller ces

stations. Mais en retour, ils attendent une contrepartie monétaire qu'ils ne reçoivent pas. Ils ont déploré cette situation et le risque de démotivation pour assurer la surveillance est visible. Sans l'amélioration de leur situation, les équipements risquent d'être vandalisés

- Faire de l'intégration dans les PTA des ministères et structures impliquées une réalité avant la fin du projet. Ceci pourrait constituer un gage de durabilité du projet SAP/Bénin.

## **2. Sur le plan de la mise en œuvre financière :**

- Intégrer dans un document tous les ajouts ou modifications du contenu de la matrice des résultats (produits, activités) avec leurs incidences financières afin de faciliter la compréhension des écarts financiers ou non consommation de budget mais aussi de donner une idée plus exacte des activités qui concourent à la réalisation des produits ;
- Faire le point des dépenses au titre de la partie nationale afin d'avoir une vue d'ensemble de la gestion financière du projet : la structure de gestion financière du projet n'a aucune information sur l'exécution des dépenses au titre de la contribution nationale. Ceci ne permet pas de voir l'importance que les autorités accordent au projet.

## **V. CONCLUSIONS**

Le constat général qui se dégage de cette évaluation à mi-parcours se résume en ces points :

- les allocations budgétaires par effet dans le document de projet semblent avoir sous-estimées l'ampleur des tâches à accomplir pour atteindre les résultats du Projet. En effet dans le document de projet, l'allocation de ressources à l'effet 1 relatif à l'acquisition des équipements s'est avérée largement insuffisante pour acquérir 80 stations. L'estimation ne semble donc pas avoir été faite sur la base des coûts du marché des équipements. Il en est de même de l'Effet 2 qui portait sur le renforcement des capacités. D'abord, la notion de renforcement des capacités a été utilisée de manière un peu imprécise. Il aurait été plus précis de déterminer dans le document de projet, le nombre de missions d'étude en administration comparée pour s'imprégner des expériences et des bonnes pratiques d'autres pays, limiter le nombre de pays à visiter en tenant compte des ressources disponibles, l'effectif des experts nationaux par entité partie responsable au projet et les matières sur lesquelles ils doivent être formés, estimer et allouer avec précision les ressources aux volets : traitement des données - production de l'information climatique - mise à disposition – utilisation par les différentes parties responsables et par les autres acteurs de développement – utilisation de l'information climatique à des fins de planification du développement tant au niveau national qu'au niveau communal et dans tous les secteurs de développement, surtout, ceux qui sont les plus affectés ou

susceptibles d'être affectés par les effets néfastes des Changements Climatiques. A l'étape actuelle, seule le Volet collecte de l'information climatique est effectif grâce aux équipements acquis.

- en raison de l'importance de la dimension stratégique du volet : traitement des données - production de l'information climatique - mise à disposition – utilisation par les différentes parties responsables et par les autres acteurs de développement – utilisation de l'information climatique à des fins de planification du développement tant au niveau national qu'au niveau communal et dans tous les secteurs de développement, surtout, ceux qui sont les plus affectés ou susceptibles d'être affectés par les effets néfastes des Changements Climatiques ; il est recommandé de faire des efforts additionnels de mobilisation de ressources pour le rendre effectif. C'est même la finalité du Projet et cela risque d'être compromis et annihiler tous les efforts remarquables qui ont été consentis jusqu'ici, si une nouvelle intervention ne vienne pas soutenir le projet particulièrement sur ce volet. Par ailleurs, la couverture totale du pays, n'a pas été assurée car sur les 80 stations programmées dans le document de projet, seul 50 ont été réalisées, soit 62,5% et les ressources sont épuisées. Une mobilisation adéquate de ressources devra permettre de couvrir le reste des attentes pour estimer atteindre les résultats de développement escomptés.
- des précisions sur les rôles et responsabilités des parties prenantes, notamment : l'Agence Nationale de la Météorologie, l'Institut National de Recherche en Océanographie et en Halieutique, l'Université doivent être également apportées. L'implication de ces institutions devrait se faire sur la base des protocoles d'accord signés avec les Managements de ces structures et la Coordination du Projet devrait s'assurer que compte rendu adéquat de la mise en œuvre de ces protocoles d'accord a été fait aux ministres de tutelle de ces entités parties responsables. Dans le cadre de ces protocoles, il est recommandé au PNUD de faire une évaluation de leurs capacités et que si leurs capacités de gestion répondent à des standards recommandés, des ressources leurs soient même transférées directement suivant les seuils admissibles par le manuel de procédure des projets à exécution national appuyés par le PNUD pour renforcer leurs responsabilités.

Les systèmes d'alerte précoce les plus performants sont ceux où le gouvernement reconnaît leur importance dans le processus de prise de décision, ce qui implique notamment:

- un engagement politique et financier envers le développement des SAP;
- une volonté de maintenir la **transparence du système** et d'accorder une autonomie d'analyse aux SAP ;
- une **collaboration efficace** entre le gouvernement et les partenaires de développement ; et
- des **partenariats innovateurs** avec les universités et les ONG et une collaboration avec les partenaires techniques en analyse des alertes précoces pour aider à pallier les limites des capacités en ressources humaines.

L'amélioration de l'information sur le climat (IC) et le développement d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) sont un moyen efficace pour renforcer la prise de conscience des populations en général par rapport aux risques météorologiques/climatiques afin qu'elles se préparent en conséquence, et apprennent à mieux gérer les risques liés aux changements climatiques à long terme, avec les incertitudes qui y sont attachées.

Au vu de ce qui précède et des constats faits lors de cette évaluation à mi-parcours, le projet SAP/Bénin doit davantage clarifier son mandat. Il devra le faire en collaboration avec les structures partenaires et dans le cadre des ressources financières et humaines disponibles. Trop souvent, les décisions et les méthodes se sont fondées sur des hypothèses de ce qui est nécessaire plutôt que sur une articulation claire des besoins des utilisateurs et de ce qu'ils utiliseront dans la pratique. La question de demande doit être portée au premier plan du développement du système et exige un fort engagement et un soutien du gouvernement et des partenaires techniques afin de développer les processus et mécanismes institutionnels indispensables.

Le SAP devrait également faire partie d'un système élargi d'information et d'analyse sur la sécurité alimentaire qui puisse fournir des informations fiables, pertinentes et crédibles pour réagir aux situations d'urgence à court terme ainsi que contribuer aux programmes de développement à plus long terme.

Pour atteindre ces buts, il faudra une meilleure stratégie axée sur:

- l'appropriation et l'engagement envers la mise au point d'un processus national;
- le renforcement des capacités nationales et communales ;
- la capacité de répondre aux besoins des utilisateurs;
- le recours à des méthodes optimales avec un excellent rapport coût/efficacité;
- des partenariats pour une meilleure analyse;
- des liens avec les programmes de développement à long terme; et
- la pérennisation financière.

Au vu de tout ce qui précède, on peut dire que la mise en œuvre du projet SAP/Bénin est globalement satisfaisante. L'équipe du projet, en collaboration avec la parties prenantes et le PNUD/GEF devra s'atteler à la mise en œuvre des recommandations afin d'atteindre les résultats (produits) prévus dans la matrice des résultats. Notons que cette matrice devra aussi être mise à jour et prendre en compte les changements intervenus lors de la mise en œuvre du projet.

## **VI. ANNEXES**



### 6.1. Matrice d'évaluation à mi-parcours du projet SAP Bénin

Critères d'évaluation	Questions évaluatives	Sous questions	Indicateurs	Source des données	Méthodes de collecte des données	Méthode d'analyse des données
<b>Pertinence</b>	Dans quelle mesure le projet SAP Bénin participe-t-il à l'atteinte des priorités nationales et les politiques environnementales locales et nationales et aux objectifs du FEM en matière d'environnement mondial ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans quelle mesure les produits du projet SAP Bénin sont-ils adaptés aux besoins des bénéficiaires et en ligne avec les priorités nationales ?</li> <li>Dans quelle mesure le projet SAP Bénin 2014-2015 a-t-il ciblé les vrais bénéficiaires ?</li> <li>- Les projet SAP Bénin ciblent-ils les problèmes majeurs, amélioration de la surveillance météorologiques, climatique et environnementale ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Niveau de satisfaction des principaux bénéficiaires</li> </ul>	<p>Documents du projet SAP Bénin</p> <p>Documents de stratégies et politiques environnementales, de gestion du changement climatique</p> <p>Discussion avec les parties prenantes et population bénéficiaire</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Entretiens avec les bénéficiaires</p> <p>Entretiens avec les parties prenantes</p>	Analyse de la cohérence des produits, des besoins des bénéficiaires et les priorités nationales
<b>Efficacité</b>	Dans quelle mesure les résultats (produits) planifiés ont-ils été atteints ?	<p>Dans quelle mesure les résultats (produits) escomptés ont-ils été/seront-ils atteints?</p> <p>Quelles sont les principales raisons de la réalisation ou la non-réalisation des résultats (produits)?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet SAP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Niveau d'atteinte des résultats (produits) escomptés</li> <li>➤ Importance de l'écart entre les résultats obtenus et escomptés</li> <li>➤ Importance des résultats indirects obtenus</li> </ul>	<p>Rapports de suivi du projet SAP Bénin</p> <p>Rapports de suivi des stratégies sectorielles</p> <p>Rapports annuels du projet SAP Bénin</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Entretiens avec le coordonnateur du projet SAP Bénin et cadres du programme conjoint en charge du suivi et évaluation et les parties prenantes du projet SAP Bénin</p>	<p>Analyse comparative des résultats escomptés aux résultats atteints</p> <p>Analyse des résultats indirects obtenus</p>



Critères d'évaluation	Questions évaluatives	Sous questions	Indicateurs	Source des données	Méthodes de collecte des données	Méthode d'analyse des données
		Bénin ont-elles contribué à des résultats indirects ?				
<b>Efficiace</b>	Dans quelle mesure les moyens mis en œuvre dans les délais impartis ont-ils permis d'atteindre les résultats escomptés ?	La mise en œuvre du projet SAP Bénin 2014-2015 est-elle efficiente par rapport à tout l'investissement consenti (moyens humains, matériels, financiers, techniques)?	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ comparaison entre les coûts des investissements et les coûts administratifs des activités réalisées</li> <li>➤ Adéquation des budgets prévus aux dépenses engagées</li> </ul>	<p>Rapports financiers de mise en œuvre du projet SAP Bénin</p> <p>Discussion avec les parties prenantes et les responsables financiers du projet SAP Bénin, du PNUD et du GEF</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Entretiens avec les parties prenantes, le personnel du projet SAP Bénin, PNUD, GEF</p>	Ressources dépensées rapportées au % de réalisation des résultats escomptés
		Les résultats attendus sont-ils atteints dans les délais prévus ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Importance des retards dans la mise en œuvre du projet SAP Bénin</li> </ul>	<p>Plans de travail</p> <p>Rapports annuels de mise en œuvre du projet SAP Bénin</p> <p>Discussions avec les parties prenantes, le PNUD et le GEF</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Entretiens avec les parties prenantes, le PNUD, le GEF etc.</p>	Examen du dysfonctionnement du dispositif organisationnel et institutionnel de mise en œuvre du projet SAP Bénin
		Dans quelle mesure le système de S&E fourni des données fiables et vérifiables lui permettant de prendre les décisions nécessaires et d'adapter la mise en œuvre du projet SAP Bénin?	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Disponibilité des données de qualité permettant de suivre les progrès vers l'atteinte des résultats (avec la prise en compte du genre et des droits humains)</li> </ul>	Base de données du projet SAP Bénin	<p>Revue documentaire</p> <p>Entretiens avec les parties prenantes, le personnel du projet SAP Bénin, PNUD et GEF</p>	
		Dans quelle mesure le projet SAP Bénin 2014-2015 a-t-il un mécanisme efficient de coordination, de partenariat et de synergie?	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Fonctionnement du projet SAP Bénin</li> </ul>	<p>Comptes rendus des rencontres des principaux bénéficiaires</p> <p>Discussions avec les parties prenantes</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Entretiens avec les parties prenantes</p>	Examen du fonctionnement interne du projet SAP Bénin (coordination, relation avec les partenaires de mise en œuvre)
Durabilité /	Dans quelle mesure les	Quels sont les principaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Importance des facteurs</li> </ul>	Documents du projet	Revue documentaire	Analyse des facteurs

Critères d'évaluation	Questions évaluatives	Sous questions	Indicateurs	Source des données	Méthodes de collecte des données	Méthode d'analyse des données
Viabilité	actions du projet SAP Bénin sont-elles pérennes ou durables ?	facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité des résultats du projet SAP Bénin 2014-2015 ? Ces facteurs ont-ils été pris en considération dans la planification (stratégie de sortie intégrée dans la planification) ?	influençant la viabilité ou non des résultats	SAP Bénin  Rapports annuels de mise en œuvre du projet SAP Bénin  Discussion avec les représentants des partenaires impliqué	Entretiens avec les représentants des partenaires clés	de viabilité ou non des résultats du projet SAP Bénin et leur prise en compte
		Les stratégies de renforcement des capacités élaborées et mises en œuvre au cours du projet SAP Bénin permettent-elles d'assurer la viabilité et la durabilité de ses résultats?	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Capacités des partenaires</li> <li>➤ Mécanismes financiers, institutionnels et organisationnels pour soutenir la continuité des bénéfices</li> </ul>	Discussions avec les parties prenantes  Rapports annuels de mise en œuvre du projet SAP Bénin  Discussion avec les parties prenantes et le personnel des Agences des NU	Entretiens avec les parties prenantes  Visite des réalisations ( ???)	<p>Analyse de l'appropriation par les populations bénéficiaires des réalisations</p> <p>Examen des mécanismes institutionnels, financiers et organisationnels de pérennisation des acquis du projet SAP Bénin</p>
Impact	Apprécier les changements obtenus intégralement ou partiellement, au niveau des bénéficiaires (institutions) en termes de changement	<p>Quelles sont les conséquences (résultats souhaités/résultats indirects) de la contribution projet SAP Bénin, comment s'expliquent-elles ?</p> <p>Quelle est l'appréciation du changement que projet SAP Bénin aurait apporté au Bénin, en particulier au niveau national, au niveau des</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Importance des changements positifs induits par le projet SAP Bénin</li> <li>➤ Importance des changements négatifs</li> </ul>	Rapports annuels de mise en œuvre du projet SAP Bénin	Revue documentaire  Entretiens avec les parties prenantes, le personnel des Agences des NU	Analyse des changements attendus comparés aux changements survenus

Critères d'évaluation	Questions évaluatives	Sous questions	Indicateurs	Source des données	Méthodes de collecte des données	Méthode d'analyse des données
	institutionnel prévisible (principalement au niveau de la convergence, la performance et coordination des politiques publiques).	régions ciblées et auprès des populations vulnérables ?	➤ Degré de satisfaction des parties prenantes et des populations vulnérables par rapport aux changements induits par le projet SAP Bénin	Discussion avec les bénéficiaires, les parties prenantes	Entretiens avec les populations bénéficiaires et les parties prenantes	Analyse comparée des attentes des populations au regard des bénéfices tirés de la mise en œuvre du PHEPP
		Quelle est l'effet perceptible (en tant que valeur ajoutée) du projet SAP Bénin?	➤ Valeur ajoutée du projet SAP Bénin	Rapports annuels de mise en œuvre du projet SAP Bénin Discussions avec les représentants des partenaires clés	Revue documentaire Entretiens avec les représentants des parties prenantes et les bénéficiaires	Analyse de la valeur ajoutée du projet SAP Bénin

## **6.2. Outils de collecte des données**

Il s'agit des formulaires de questionnaires types qui serviront de guide aux Consultants pour la conduite des différents entretiens.

Aussi, dans cette rubrique relative aux outils de collecte des données, il a été élaboré une liste de questions transversales à choisir, au besoin, selon le type d'acteur enquêté

Les questionnaires ont été élaborés après les premières rencontres avec les responsables du projet SAP Bénin. Il s'agira notamment de guides d'entretien. Les questions seront toutes plus ou moins exploitées en fonction du profil des différents interlocuteurs.

### **A- Questionnaire Type d'entretien avec les partenaires financiers (PNUD, GEF)**

- Le projet SAP Bénin est-il pertinent au vu des priorités nationales et les politiques environnementales locales et nationales et aux objectifs du FEM en matière d'environnement mondial ?? Pourquoi ?
- Quelles appréciations portez-vous sur vos différents appuis ? sont-ils adéquats et suffisants aux besoins identifiés ? Quelles sont les forces et les faiblesses de vos appuis ?
- Qu'est-ce qui n'a pas bien fonctionné selon vous depuis le démarrage du projet SAP Bénin ?
- Qu'est-ce qui aurait dû être mieux fait ?
- Quelles améliorations, quels changements souhaiteriez-vous au plan de la stratégie de mise en œuvre du projet SAP Bénin et des actions à réaliser ?
- Comment a fonctionné la collaboration entre votre institution et l'équipe de gestion du projet SAP Bénin ?
- Quoiqu'ayant débuté en 2014, des changements perceptibles au niveau des bénéficiaires (institutions) en termes de changement institutionnel prévisible (principalement au niveau de la convergence, la performance et coordination des politiques publiques) ? Si oui lesquels ? Dans la négative, pourquoi ?

### **B- Questionnaire Type aux « bénéficiaires » du projet SAP Bénin**

- Quelle était la nature de l'appui obtenu ?
- Formation technique ? Autres ? Précisez :

#### **Pertinence**

- Selon vous, est-ce que le projet SAP Bénin est un projet pertinent au regard des besoins du Bénin et de votre institution ? Pourquoi ?
- La mise en œuvre du programme est-elle bénéfique pour vous ou votre institution

### **Efficacité**

- Quelles sont les retombées positives ou négatives que le projet SAP Bénin a eues sur votre institution ?
- Avez-vous reçu l'appui dont vous aviez besoin du projet SAP Bénin depuis son démarrage ? Lesquelles ? De quelle façon cet appui s'est-il manifesté ?
- Si vous pouviez faire des recommandations sur le contenu et la mise en œuvre du projet SAP Bénin, que diriez-vous ?
- Que faut-il pour que le projet SAP Bénin fasse différemment pour atteindre les résultats attendus et satisfaire vos besoins ?
- Comment les aspects Genre et droits humains sont-ils, selon vous pris en compte dans le contenu et la mise en œuvre du projet SAP Bénin ? Expliquez davantage votre réponse.

### **Efficience**

- Dans quelle mesure croyez-vous que le projet SAP Bénin est un projet efficient ?

### **Effets/Impacts**

- Quoiqu'ayant débuté en 2014, des changements perceptibles au niveau des bénéficiaires (institutions) en termes de changement institutionnel prévisible (principalement au niveau de la convergence, la performance et coordination des politiques publiques) ? Si oui lesquels ? Dans la négative, pourquoi ?

### **Pérennité/durabilité**

- Est-ce que le projet SAP Bénin est viable à long terme, i.e. après les appuis des institutions onusiennes ? Expliquez ?

### **C- Questionnaire Type aux « autres parties prenantes » du projet SAP Bénin**

Les autres parties prenantes sont composées entre autres de directions techniques, de centres de recherche, des ONG et les communautés à la base.

Pour les directions techniques et centres de recherche, (Direction Générale de l'Eau, la Direction Nationale de la Météorologie, l'Institut des recherches halieutiques et océanographiques du Bénin, la Direction générale des changements climatiques, la Direction générale de l'Environnement, l'Agence Nationale de Protection Civile, le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le développement Durable, La Direction Générale des forêts et des ressources naturelles, le Centre National de Télédétection, Université d'Abomey Calavi (Laboratoire d'Hydrologie Appliquée, Laboratoire de Climatologie et autres), on peut avoir un guide d'entretien comme ci-après.

### **Pertinence**

- Dans quelle mesure les produits du projet SAP Bénin sont-ils adaptés aux besoins des bénéficiaires et en ligne avec les priorités nationales ?
- Dans quelle mesure le projet SAP Bénin 2014-2015 a-t-il ciblé les vrais bénéficiaires ?
- Les projets SAP Bénin ciblent-ils les problèmes majeurs, amélioration de la surveillance météorologiques, climatique et environnementale ?

### **Efficacité**

- Les résultats (produits) escomptés ont-ils été/seront-ils atteints?
- Quelles sont les principales raisons de la réalisation ou la non-réalisation des résultats (produits)?
- Les actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet SAP Bénin ont-elles contribué à des résultats indirects ?

### **Efficiace**

- La mise en œuvre du projet SAP Bénin 2014-2015 est-elle efficiente par rapport à tout l'investissement consenti (moyens humains, matériels, financiers, techniques)?
- Dans quelle mesure le système de S&E fourni des données fiables et vérifiables lui permettant de prendre les décisions nécessaires et d'adapter la mise en œuvre du projet SAP Bénin?
- Dans quelle mesure le projet SAP Bénin 2014-2015 a-t-il un mécanisme efficient de coordination, de partenariat et de synergie?

### **Effets/Impacts**

- Quelles sont les conséquences (résultats souhaités/résultats indirects) de la contribution projet SAP Bénin, comment s'expliquent-elles ?
- Quelle est l'appréciation du changement que projet SAP Bénin aurait apporté au Bénin, en particulier au niveau national, au niveau des régions ciblées et auprès des populations vulnérables ?
- Quelle est l'effet perceptible (en tant que valeur ajoutée) du projet SAP Bénin?

### **Pérennité/durabilité**

- Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité des résultats du projet SAP Bénin 2014-2015 ? Ces facteurs ont-ils été pris en considération dans la planification (stratégie de sortie intégrée dans la planification) ?
- Les stratégies de renforcement des capacités élaborées et mises en œuvre au cours du projet SAP Bénin permettent-elles d'assurer la viabilité et la durabilité de ses résultats?

Ces questions seront adaptées et ajustées pour recueillir l'avis des ONG et des populations à la base dans le même format.

### 6.3. Liste des personnes rencontrées

Institution	Lieu	Typologie d'acteurs (selon leur rôle dans le programme)	Nom et prénom	implication	Fonction	Contact (tel et E-mail)
<b>PNUD Bénin ET SAP/Bénin</b>						
<b>PNUD</b>	<b>Cotonou</b>	Team Leader, Développement Durable & Croissance Inclusive, UNDP Bénin	<b>Isidore AGBOKOU</b>	Team Leader Développement Durable & Croissance Inclusive UNDP Bureau du Bénin <b>(Responsable du projet SAP au niveau du PNUD)</b>	Team Leader Développement Durable & Croissance Inclusive UNDP Bureau du Bénin	97 64 91 32 <a href="mailto:isidore.agbokou@undp.org">isidore.agbokou@undp.org</a>
<b>Projet SAP/Bénin</b>	<b>Cotonou</b>	<b>Responsable financier du projet SAP/Bénin</b>	<b>Rollande HOUNSINO</b>	<b>Responsable financier du projet SAP/Bénin</b>	<b>Responsable financier du projet SAP/Bénin</b>	66 03 53 70 <a href="mailto:gbedognidehr@yahoo.fr">gbedognidehr@yahoo.fr</a>
	<b>Cotonou</b>	<b>Assistant Suivi &amp; Evaluation</b>	<b>Hubert BIO SANDA</b>	<b>Assistant Suivi &amp; Evaluation</b>	<b>Assistant Suivi &amp; Evaluation</b>	95491984/96568660 <a href="mailto:h.biosanda@yahoo.fr">h.biosanda@yahoo.fr</a>
<b>Ministère de l'Energie de l'Eau et des Mines</b>						
<b>Direction générale des ressources en eau (DGRE)</b>	<b>Cotonou</b>	<b>Directeur général des ressources en eau (DGRE)</b>	<b>Arnaud ZANNOU</b>	<b>Coordonnateur de 2013 –mars 2015 Expert avril 2015- novembre 2015 Directeur National de Projet : Novembre 2015 à ce jour Membre de la cellule de prévision et d'alerte</b>	<b>Directeur général des ressources en eau (DGRE)</b>	<b>97603805/64416066</b> <a href="mailto:arnaud.zannou@gmail.com">arnaud.zannou@gmail.com</a>
<b>DGRE</b>	<b>Cotonou</b>	<b>Coordonnateur projet</b>	<b>Martial</b>	<b>Point focal SAP2013-</b>	<b>Coordonnateur projet</b>	<b>95050566/97371358</b>

		AMMA CACTH Hydro-chimiste	K.DOSSOU	mars 2015 Point focal National SAP avril 2015-31 mars 2016 Membre de la cellule de prévision et d'alerte	AMMA CACTH Hydro-chimiste	<a href="mailto:samumax@yahoo.fr">samumax@yahoo.fr</a>
<b>Ministère des Infrastructures et des transports</b>						
METEO -BENIN	Cotonou	Point Focal-SAP agent en service à METEO - BENIN	Boris ANATO	Membre de la cellule de prévision et d'alerte Membre du CT/SAP	Météorologiste	66 43 18 18 <a href="mailto:boris_polynice@yahoo.fr">boris_polynice@yahoo.fr</a>
<b>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</b>						
Institut de Recherche Halieutique et Océanologique du Bénin (IRHOB)	Cotonou	Prévisionniste en service à IRHOB	Georges DEGBE	Membre de la cellule de prévision et d'alerte Membre du CT/SAP Point Focal SAP à IRHOB	Océanologue	95 05 69 21 <a href="mailto:gdegbe@yahoo.yahoo.fr">gdegbe@yahoo.yahoo.fr</a>
		Directeur IRHOB				
		Chercheur IRHOB				
<b>Ministère du cadre de vie et du Développement Durable</b>						
Direction Générale des changements climatiques	Cotonou	Membre du CT/SAP	OUIAKONHAN C. Médard	Membre du CT/SAP		97 44 68 07 <a href="mailto:medouicom@yahoo.fr">medouicom@yahoo.fr</a>
<b>Ministère de l'Intérieur</b>						
Agence Nationale de Protection Civile (ANPC)	Cotonou	Prévisionniste DGA/ANPC	Georgino HOUSSOU	Point Focal SAP Membre de la cellule de prévision et d'alerte Membre du CT/SAP	Commissaire	97 76 12 80 <a href="mailto:georgitane@yahoo.fr">georgitane@yahoo.fr</a>
<b>Centre de Partenariat et d'Expertise pour le développement Durable (CEPED)</b>						
CEEPED	Cotonou	Président commission de modélisation	Pascal TCHIWANOU	Président commission de modélisation		



<b>Université d'Abomey Calavi</b>						
<b>Laboratoire d'Hydrologie Appliquée (LHA)</b>	Cotonou	Prévisionniste Enseignant -Chercheur	<b>Eric ALAMOU</b>	Membre du CT/SAP	Enseignant -Chercheur	
<b>Laboratoire de climatologie</b>						
<b>Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche</b>						
<b>Communes</b>						
<b>Onkuihoué<sup>11</sup></b>	<b>Grand Popo</b>	Agent de lecture	<b>Mensah Rémi ANANI</b>			64881054 / 63052026
<b>Lanta</b>	<b>Azovè</b>	Agent de lecture	<b>H. Petro AGOSSA</b>			64881049/94431923
<b>Bonou</b>	<b>Bonou</b>	Agent de lecture	<b>Assani ZANNOU</b>			64845923/97469729
<b>Adjohoun</b>	<b>Adjohoun</b>	Agent de lecture	<b>Raïmi ADAMON</b>			64845920/97563903
<b>Organisations non –Gouvernementales/Humanitaires</b>						
<b>Care Bénin</b>	Cotonou	Acteur de la campagne de vulgarisation des prévisions saisonnières 2015	Serge AKPOVO	Acteur de la campagne de vulgarisation des prévisions saisonnières 2015	Chargé de programme	
<b>CARITAS</b>	Cotonou	???? Font des choses similaires				
<b>Projets et Programmes</b>						
<b>PANA 1</b>	Cotonou	Membre CT/SAP	<b>Daniel LOKONON</b>	Membre CT/SAP	Ex coordonnateur et Expert à partir du 1 <sup>er</sup> avril 2015	97 02 7422 <a href="mailto:loconon.daniel@yahoo.fr">loconon.daniel@yahoo.fr</a>
<b>PAPDFGC (forêt galerie)</b>	Cotonou	Membre CT/SAP	<b>Daniel TOSSOU Colonel Ale</b>	Membre CT/SAP	Expert SIG	97 11 28 28 <a href="mailto:tossoux@yahoo.fr">tossoux@yahoo.fr</a>

<sup>11</sup> Il nous a été dit que la station ne se situe pas à Agbanakin mais à Onkuihoué, Agbanakin se situant de l'autre côté de la frontière, au Togo

#### **6.4. Listes des documents consultés**

- Projet SAP-BENIN : PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2014 REVISE.
- Projet SAP-BENIN : PLAN TRIMESTRIEL DE TRAVAIL 2EME TRIMESTRE 2014.
- Projet SAP-BENIN : Plan Trimestriel de Travail 4ème Trimestre 2014
- Projet SAP-BENIN : PLAN TRIMESTRIEL DE TRAVAIL 4EME TRIMESTRE 2014.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT ANNUEL DE PROGRES 2014.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE PROGRES DU TROISIEME TRIMESTRE 2014.
- Projet SAP-BENIN : Rapport final de mission- Evaluation du dispositif d’alertes précoces des risques climatiques en 2014, Septembre 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE PROGRES DU PREMIER TRIMESTRE 2014.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE PROGRES DU DEUXIEME TRIMESTRE 2014.
- Projet SAP-BENIN : PLAN TRIMESTRIEL DE TRAVAIL 2EME TRIMESTRE 2015.
- Projet SAP-BENIN : Plan de travail du premier trimestre 2015.
- Projet SAP-BENIN : PLAN TRIMESTRIEL DE TRAVAIL 3EME TRIMESTRE 2015.
- Projet SAP-BENIN : PLAN TRIMESTRIEL DE TRAVAIL 4eme TRIMESTRE 2015.
- Projet SAP-BENIN : Rapport de session du 25 au 27 Mars 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE PROGRES AU 31 DECEMBRE 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE PROGRES AU 30 JUIN 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE PROGRES AU 30 SEPTEMBRE 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE PROGRES DU 1er TRIMESTRE 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE SESSION, le 21 OCTOBRE 2015.
- Projet SAP-BENIN : Rapport de session du 02 au 04 Juillet 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE SESSION, 15 Décembre 2015.
- Projet SAP-BENIN : PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2015.
- Projet SAP-BENIN : COMPTE RENDU DE L’ATELIER (Participation du projet SAP-Bénin), Mars 2015.
  
- Projet SAP-BENIN : Compte rendu de la Session du Comité de Pilotage du Projet d’élaboration de la Troisième Communication Nationale (TCN) du Bénin sur les Changements Climatiques.
- Projet SAP-BENIN : COMPTE RENDU DE L’ATELIER (Participation du projet SAP-Bénin), Mars 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE SESSION, 25 au 27 Mars 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT D’ATELIER, les 12 et 13 Février 2015.
- Projet SAP-BENIN : Rapport de session du 02 au 04 Juillet 2015.
- Projet SAP-BENIN : ATELIER DE FORMATION DES LECTEURS D’ECHELLES DU RESEAU HYDROMETRIQUE-SAP, 27 au 30 mai 2015.
  
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE L’ATELIER DE VALIDATION DE L’ETUDE DE CONCEPTION DES MODULES DE FORMATION, DES EXERCICES DE SIMULATION ET DES BROCHURES DE VULGARISATION AINSI QUE L’ELABORATION DES TDR DE RECRUTEMENT DES ONG LOCALES, Juin 2015.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE MISSION Participation du Projet SAP-Bénin à l’Atelier régional de formation du Programme CIRDA sur la conception, l’installation et la gestion des réseaux météorologiques et hydrologiques. Dar-Es-Salaam (Tanzanie), du 14 au 16 octobre 2014

- Projet SAP-BENIN : Rapport de mission relative à la visite de système d'alerte précoce existante et fonctionnelle au Kenya.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE LA MISSION DE VULGARISATION DES PREVISIONS AGRO-HYDRO-CLIMATIQUES SAISONNIERES 2015 AU BENIN AU NIVEAU DE 14 AIRES LINGUISTIQUES : DENDI, BARIBA, YOM, DITAMARI, WAAMA, TCHABE, FON, GOUN, ADJA, MAHI, IDATCHA, NAGO/YORUBA, MINA, WEME, 1<sup>ER</sup> AU 7 JUIN 2015.
- Projet SAP-BENIN : Rapport de mission REMISE EN ETAT ET EN SERVICE DES STATIONS METEOROLOGIQUES SYNOPTIQUES DE POBE, LOKOSSA ET AZOVE INSTALLEES DANS LE CADRE DU PROJET DE RENFORCEMENT DES OBSERVATIONS CLIMATIQUES DANS LE SUD EN VUE DES ALERTES AUX INONDATIONS DU FLEUVE MONO, du 9 au 13 février2015.  
Projet SAP-BENIN : PROCES VERBAL DE VISITE DE CHANTIER
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE MISSION DE PARTICIPATION A LA QUATRIEME REUNION TRIMESTRIELLE 2014 de la direction générale de l'eau du 28 au 30 janvier 2015.
- Projet SAP-BENIN : Rapport de mission de terrain dans le cadre de l'étude portant « détermination des seuils et niveaux d'alerte relatifs aux risques d'élévation du niveau de la mer et de l'érosion côtière au Bénin », 03 juillet 2015.
- Projet SAP-BENIN : Rapport de mission CAMPAGNE DE MESURE POUR LE SUIVI DES PARAMETRES PHYSICO-CHIMIQUES DES EAUX MARINES COTIERES ET DE L'EROSION COTIERE, 08 mai 2015.
- Projet SAP-BENIN : Rapport de mission POSE DES BORNES PREFABRIQUEES SUR LES STATIONS DE MESURE POUR LE SUIVI DE L'EROSION CÔTIERE AU BENIN, 29 juillet 2015.
- Projet SAP-BENIN : COMPTE RENDU DE LA MISSION DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES CADRES BENINOIS AU KENYA DU 25 FEVRIER AU 18 MARS 2015.
- Projet SAP-BENIN : Termes de référence relatifs à : LA MISSION D'OBSERVATION HYDROMETEOROLOGIQUE ET D'EVALUATION RAPIDE DES DEGATS CAUSES PAR LA SECHERESSE ET LA CANICULE EN COURS A KARIMAMA.
- Projet SAP-BENIN : Arrêté année 2014 n°192/MISPC/DC/SGM/ANPC/SA Portant création, organisation, composition, attributions et fonctionnement de la mise œuvre du Mode Opérateur Normalisé (MON) communication pour la diffusion d'alertes précoces en cas de catastrophe hydro climatique au Bénin.
- Projet SAP-BENIN : Rapport de l'atelier technique de partage et de capitalisation des résultats des missions de visite des systèmes d'alerte précoce au Kenya et au Pays-Bas.
- Projet SAP-BENIN : LISTE COMPLETE DES EQUIPEMENTS METEOROLOGIQUES, HYDROLOGIQUES ET OCEANOGRAPHIQUES A ACQUERIR.
- Projet SAP-BENIN : Compte rendu recrutement SAP.
- Projet SAP-BENIN : Contribution au budget du SAP régional.
- Projet SAP-BENIN : Economie de l'adaptation au changement. climatique-Rapport du Conseil Economique pour le Développement Durable.
- Projet SAP-BENIN : APPEL D'OFFRES ACQUISITION D'EQUIPEMENTS METEOROLOGIQUES, HYDROLOGIQUES ET OCEANOLOGIQUES.

- Projet SAP-BENIN : Décret n° 2012-426 06 Novembre 2012 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC).
- Projet SAP-BENIN : Décret n° 2011-834 30 Décembre 2011 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la plate-forme nationale de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique en République du Bénin.
- Projet SAP-BENIN : Décret n° 2003-142 30 Avril 2003 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité national sur les changements climatiques.
- Projet SAP-BENIN : Identify Existing Satellite Receiving and Analysis of Equipment and Gaps Draft Report, Addis Ababa November 2015
- Projet SAP-BENIN : Equipements installés.
- Projet SAP-BENIN : Modélisation des impacts économiques des changements climatiques par secteur de développement-SECTEUR DE L'AGRICULTURE, Septembre 2014.
- Projet SAP-BENIN : Modélisation des impacts économiques des changements climatiques par secteur de développement-EVALUATION MONETAIRE DES IMPACTS DU CLIMAT PAR SECTEUR DE DEVELOPPEMENT : SANTE, AGRICULTURE ET EAU, Septembre 2014.
- Projet SAP-BENIN : Modélisation des impacts économiques des changements climatiques par secteur de développement- SECTEUR RESSOURCES EN EAU, Septembre 2014.
- Projet SAP-BENIN : Modélisation des impacts économiques des changements climatiques par secteur de développement- SECTEUR DE LA SANTE, Septembre 2014.
- Projet SAP-BENIN : NOTE N°019-2015/Exp-SAP/ AZ.
- Projet SAP-BENIN : FICHE D'IDENTITÉ DU PROJET (FIP) -NATURE DU PROJET: PROJET DE GRANDE ENVERGURE -TYPE DE FONDS FIDUCIAIRE: FPMA.
- Projet SAP-BENIN : Liste des stations hydrométriques Equipées par le projet SAP (2015).
- Projet SAP-BENIN : Prise en compte de l'information climatique dans les investissements et la planification decisions is vital.
- Projet SAP-BENIN : Rapport d'évaluation du dispositif de production et de diffusion des alertes aux inondations du fleuve Niger à Malanville et Karimama en 2013 au Bénin, Mai 2014.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT DE MISE EN OEUVRE DE LA SYNERGIE INTER-PROJETS DANS LE CADRE DU PROJET SAP-BENIN.
- Projet SAP-BENIN : Compte rendu de la session du comité local d'exams des Projets (CLEP) – Renforcement de l'information sur le climat et système d'alerte précoce en Afrique pour un développement résilient au climat et adaptation aux changements climatiques : Bénin.
- Projet SAP-BENIN : RAPPORT FINAL DE L'ATELIER NATIONAL DE LANCEMENT DU PROJET SAP-BENIN, 15 Janvier 2014.
- Projet SAP-BENIN : PROTOCOLE NORMALISE DE COMMUNICATION ET DE DIFFUSION D'ALERTE EN CAS DE CATASTROPHE HYDROCLIMATIQUE AU BENIN.

- Projet SAP-BENIN : Modélisation des impacts économiques des changements climatiques par secteur de développement-INTEGRATION DU GENRE DANS LA MODELISATION DE L'EVALUATION DES IMPACTS DU CLIMAT PAR SECTEUR DE DEVELOPPEMENT, Septembre 2014.
- Projet SAP-BENIN : Rapport d'audit comptable et financier, 1<sup>er</sup> au 31 Décembre 2014.
- Projet SAP-BENIN : Rapport de session du 26 au 28 Novembre 2014.
- Projet SAP-BENIN : Rapport final- Identification et analyse de la passerelle à établir entre le programme de renforcement de capacités WACDEP et le processus PNA, Octobre 2014.
- Projet SAP-BENIN : Rapport Provisoire- DETERMINATION DES SEUILS ET NIVEAUX D'ALERTE RELATIFS AU RISQUE D'INONDATION PLUVIALE AU BENIN, Juin 2015.
- Projet SAP-BENIN : L'évaluation des capacités techniques institutionnelles pour la modélisation des impacts du climat et mise en œuvre des modèles d'évaluation des impacts du climat par secteur de développement, Février 2014.
- Projet SAP-BENIN : DOCUMENT DE PROJET TITRE DU PROJET: RENFORCEMENT DE L'INFORMATION SUR LE CLIMAT ET SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE EN AFRIQUE POUR UN DEVELOPPEMENT RESILIENT AU CLIMAT ET ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES: BENIN.
- Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF
- La politique en matière de suivi et d'évaluation du FEM, novembre 2010, numéro 4

## 6.5. Copies des « Combined Delivery Report by Activit »y 2014 et 2015

**Combined Delivery Report by Activity**

UN Development Programme  
Report ID: unglcdrb

Page 5 of 7  
Run Time: 06-02-2015 09:02:22

Project Id : 00074268	Système d'Alertes Précauces au		Period :	Jan-Dec (2014)
Output # : 00086748	Système Alertes Précauces BEN		Impl. Partner :	00238 National Execution
			Location :	Benin
	Govt Exp	UNDP Exp	UN Agencies Exp	Total Exp
Project Total :	741,811.28	586,557.75	0.00	1,328,369.03

Prepared By: \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_

Prepared By: *W. E. au prog* Date: \_\_\_\_\_

**Combined Delivery Report by Activity**

UN Development Programme  
Report ID: unglcdrb

Page 5 of 6  
Run Time: 08-02-2016 18:02:42

**Selection Criteria :**

Business Unit : BEN10  
Period : Jan-Dec (2015)  
Selected Project Id : ALL  
Selected Fund Code : ALL  
Selected Dept. IDs : ALL  
Selected Outputs : 00086748

Project Id : ALL			Period :	Jan-Dec (2015)
Output # : ALL			Impl. Partner :	
			Location :	
	Govt Exp	UNDP Exp	UN Agencies Exp	Total Exp
30205 - Benin - Energy & Environmnt	468,581.97	1,433,074.12	0.00	1,901,656.09

## 6.6. Termes de référence (TDR)



### Termes de Références relatifs à :

Evaluation à mi-parcours du " **Projet de Renforcement de l'information climatique et systèmes d'alerte précoce pour un développement résilient en Afrique et adaptation aux changements climatiques au Bénin (SAP-Bénin)**" pour la période 2014-2015

Septembre 2015

Examen à mi-parcours du PNUD-GEF - Mandat

### 1. INTRODUCTION

Ce document présente le mandat pour l'examen à mi-parcours du PNUD-GEF relativement au projet de moyenne envergure intitulé **Projet de Renforcement de l'information climatique et systèmes d'alerte précoce pour un développement résilient en Afrique et adaptation aux changements climatiques au Bénin (SAP-Bénin) (PIMS N°5105) pour la période 2014-2015**, mis en œuvre par le Ministère de l'Eau (Direction Générale de l'Eau), qui doit être réalisé en quatre ans. Le projet a été lancé le 15 janvier 2014 après la signature du Document de Projet le 23 novembre 2013 et est à deuxième année de mise en œuvre. Conformément aux Directives du PNUD-GEF relatives à l'examen à mi-parcours, le processus d'examen à mi-parcours a été entamé avant la présentation du deuxième Rapport de mise en œuvre de projets (PIR). Le présent mandat énonce les éléments à prendre en compte dans le cadre de l'examen à mi-parcours. Le processus d'examen doit suivre les directives figurant dans le document *Directives pour la conduite d'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF* ([voir ici pour les Directives en français](#)).

### 2. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PROJET

Le projet a été mis au point au Bénin parce que peu de mécanismes de gestion des catastrophes existaient, en particulier aucun système de communication standard pour alerter/informer l'utilisateur final à travers un système d'alerte précoce et aucun moyen pour fournir des informations sur le climat aux populations vulnérables afin de les rendre moins vulnérables aux risques liés au climat. Le but de ce projet est l'amélioration de l'information sur le climat (IC) et le développement d'un Système d'Alerte Précoce (SAP). Avant la mise en œuvre du Projet SAP-Bénin, il n'existait pas de SAP/IC de prévision multi-risques, ni de capacité à produire et diffuser l'information météorologique/climatique. Afin de disposer d'un système efficace, il est nécessaire d'améliorer les réseaux d'infrastructures actuels de surveillance météorologique/climatique et d'aider à renforcer les capacités techniques et opérationnelles pour réaliser efficacement et mettre à disposition des données de prévision destinées pour la planification. Telles sont les réalisations visées par le

projet SAP-Bénin dont la durée prévue est de 4 ans. Le projet SAP-Bénin est structuré en 2 composantes :

- La 1ère composante du projet porte sur l'amélioration de la surveillance météorologique, climatique et environnementale (transfert de technologies de surveillance climatique, météorologique et environnementale) et vise l'Effet 1 : Renforcement des capacités des services hydrologiques, météorologiques et océanographiques nationaux (DNM-ASECNA, DG-Eau, IRHOB) pour la surveillance des conditions météorologiques extrêmes et du changement climatique (sécheresses, inondations, niveau de la mer, vents forts et érosion côtière)
- La 2ème composante porte sur le renforcement ou le développement des systèmes nationaux de prévision afin qu'ils puissent produire des lots d'alerte précoce basés sur les besoins des utilisateurs et diffuser efficacement les alertes et autres informations et données pertinentes pour faciliter les processus de prise de décision (informations hydro-météorologiques et océanographiques intégrées dans les plans de développement et des systèmes d'alerte précoce). Elle vise l'Effet 2 : Utilisation efficace et efficiente des informations de la surveillance hydro-météorologique et océanique côtière pour la conception des alertes précoces et prévisions saisonnières qui soutiennent les plans de développement à long terme.

En collaboration avec d'autres initiatives pertinentes en cours au Bénin, en l'occurrence les projets PANA, PAPDFGC, et PUGEMU etc..., il est prévu que les ressources du Fonds pour les PMA mobilisés dans le cadre du Projet SAP-Bénin renforcent la capacité d'adaptation des populations vulnérables partout au Bénin à répondre aux événements climatiques extrêmes. Ces ressources devront également faciliter l'élaboration de plans de développement de long terme résilients aux changements climatiques aussi bien au niveau national que sectoriel.

Pour la mise en œuvre du projet SAP-Bénin, un accord a été signé entre le Gouvernement Béninois et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Le coût total du Projet est de dix-huit millions cinq cent onze mille cinq cent quarante-neuf (18.511.549) dollars US soit environ 9.255.774.500 FCFA dont **quatre millions (4.300.000) dollars US soit environ 2.150.000.000 FCFA en espèces**. Les montants par source de financement se présentent dans le tableau ci-après :

**Tableau 1** : Montants par source de financement (en millions de FCFA)

<b>Source de cofinancement</b>	<b>Montant prévu (en milliers de FCFA)</b>
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) (En espèce)	150 000
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) (En espèce)	2 000 000
Gouvernement (en espèce)	301 575



<b>Source de cofinancement</b>	<b>Montant prévu (en milliers de FCFA)</b>
Gouvernement (en nature)	36 699,5
Autres initiatives en cours (en nature)	6 767 500
<b>Total</b>	<b>9 255 774,5</b>

### **3. OBJECTIFS DE L'EXAMEN À MI-PARCOURS**

L'examen à mi-parcours évaluera les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et des résultats du projet, tels qu'énoncés dans le Document de projet, et mesurera les premiers signes de réussite ou d'échec du projet, de manière à définir les changements qu'il faut opérer pour remettre le projet sur la voie de la réalisation des résultats escomptés. L'examen à mi-parcours examinera aussi la stratégie du projet et les risques concernant sa durabilité.

### **4. APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE**

L'examen à mi-parcours doit fournir des informations fondées sur des données factuelles crédibles, fiables et utiles. L'équipe chargée de l'examen examinera toutes les sources d'informations pertinentes, y compris les documents élaborés pendant la phase de préparation du projet (par exemple, Fiche d'identité du projet (FIP), Plan d'initiation du projet du PNUD, Politique de sauvegardes environnementales et sociales du PNUD, le Document de projet, les rapports de projets dont l'Examen annuel de projets/PIR, la révision des budgets du projet, les rapports d'enseignements tirés, les documents stratégiques et juridiques nationaux, et tout autre matériel que l'équipe juge utile pour étayer l'examen). L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours examinera l'outil de suivi de référence du domaine d'intervention du GEF présenté au GEF avec l'approbation du responsable, et l'outil de suivi à mi-parcours du domaine d'intervention du GEF qui doit être complété avant le début de la mission sur le terrain, conduite pour l'examen à mi-parcours.

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours doit suivre une approche collaborative et participative<sup>12</sup> afin d'assurer une participation active de l'équipe du projet, des homologues gouvernementaux (le point focal opérationnel du GEF), des bureaux de pays du PNUD, des conseillers techniques régionaux PNUD-GEF, et autres parties prenantes principales.

La participation des parties prenantes est fondamentale à la conduite de l'examen à mi-parcours avec succès.<sup>13</sup> Cette participation doit consister en des entretiens avec les parties prenantes qui assument des responsabilités liées au projet, à savoir entre autres: Direction Générale de l'Eau, Direction Nationale de la Météorologie, Institut des recherches halieutiques et océanologiques du Bénin, Direction Générale des Changements Climatiques, Direction Générale de l'Environnement, Agence Nationale de Protection Civile, Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable, Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles, Centre National de Télédétection, Université d'Abomey-Calavi (Laboratoire d'Hydrologie Appliquée, Laboratoire de Climatologie et autres), ONG

<sup>12</sup> Pour avoir des idées de stratégies et techniques novatrices et participatives concernant le suivi et l'évaluation, veuillez consulter le document [UNDP Discussion Paper: Innovations in Monitoring & Evaluating Results](#), 5 Nov 2013.

<sup>13</sup> Pour faire participer plus activement les parties prenantes au processus de suivi et d'évaluation, consultez le document du PNUD [Guide de la planification, du suivi et de l'évaluation axée sur les résultats du développement](#), chapitre 3, page 93.

humanitaires (Care Bénin, CARITAS, Croix-Rouge Béninoise), ONG des secteurs eau-environnement-climat (Partenariat National de l'Eau, IDID, CREDEL) et autres, hauts fonctionnaires et responsables des équipes de travail/d'activités (Cellule de Prévision et d'Alerte, Comité Technique du Projet, Comité de Pilotage du Projet), principaux experts et consultants dans les domaines liés au projet, autres parties prenantes au projet, monde universitaire, gouvernements locaux et OSC, etc. En outre, l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours doit conduire des missions sur le terrain à Grand-Popo, Azovè, Djougou, Bonou et Adjohoun notamment sur les sites du projet suivants : bornes de suivi océanographique de l'érosion côtière, station météorologique (suivi des paramètres météo), station hydrométrique (suivi des niveaux d'eau des cours et plans d'eau).

Le rapport final d'examen à mi-parcours doit exposer en détails l'approche appliquée pour l'examen, en indiquant explicitement les raisons ayant motivé cette approche, les hypothèses de départ, les défis à relever, les points forts et les points faibles des méthodes et de l'approche appliquées pour l'examen.

## **5. PORTÉE DÉTAILLÉE DE L'EXAMEN À MI-PARCOURS**

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours évaluera l'évolution du projet dans les quatre catégories mentionnées ci-après. Veuillez consulter le document *Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF* pour obtenir une description détaillée de ces catégories.

### **i. Stratégie de projet**

#### Conception de projet :

- Analyser le problème auquel s'attaque le projet et les hypothèses de base. Passer en revue les conséquences de toute hypothèse erronée ou de tout changement contextuel sur la réalisation des résultats du projet tel qu'énoncés dans le Document de projet.
- Examiner la pertinence de la stratégie du projet et évaluer si c'est le moyen le plus efficace d'atteindre les résultats escomptés. Les enseignements tirés d'autres projets pertinents ont-ils été convenablement pris en considération dans la conception du projet ?
- Étudier la façon dont le projet répond aux priorités du pays. Faire le point sur l'appropriation nationale. Le concept du projet est-il conforme aux priorités et plans nationaux pour le développement sectoriel du pays (ou des pays participants s'il s'agit de projets multi-pays) ?
- Examiner les processus décisionnels : les points de vue des personnes qui seront concernées par les décisions du projet, de celles qui pourraient influencer sur les résultats et de celles qui pourraient contribuer à l'information ou à d'autres ressources visant le processus, ont-ils été pris en considération pendant la conception de projet ?
- Examiner la mesure dans laquelle les questions pertinentes en matière de genre ont été soulevées pendant la conception du projet. Voir annexe 9 des *Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF* pour obtenir d'autres instructions.

- Indiquer s'il y a des domaines de préoccupation majeure qui nécessitent des améliorations.

#### Cadre de résultats/cadre logique :

- Procéder à une analyse critique des indicateurs et cibles du cadre logique du projet, évaluer la mesure dans laquelle les cibles à mi-parcours sont « SMART » (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et limitées dans le temps), et proposer des modifications/révisions spécifiques aux cibles et indicateurs lorsque nécessaire.
- Les objectifs, résultats ou éléments du projet sont-ils clairs, applicables dans la pratique et réalisables dans les délais fixés ?
- Examiner si les progrès réalisés à ce jour ont produit, ou pourraient produire à l'avenir, des effets bénéfiques pour le développement (par exemple, génération de revenus, égalité des sexes et autonomisation des femmes, meilleure gouvernance, etc...) qu'il faudrait intégrer au cadre de résultats du projet et suivre annuellement.
- S'assurer que l'on suit efficacement les aspects généraux en matière de développement et de genre du projet. Mettre au point et recommander des indicateurs de développement « SMART », notamment des indicateurs ventilés par sexe et des indicateurs faisant apparaître les effets bénéfiques pour le développement.

#### **ii. Progrès vers la réalisation des résultats**

##### Analyse de progrès vers les réalisations :

- Passer en revue les indicateurs du cadre logique à la lumière des progrès accomplis vers la réalisation des cibles de fin de projet, à l'aide de la Matrice des progrès vers la réalisation des résultats et les *Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF* ; les progrès sont indiqués par couleur selon le principe des « feux tricolores » en fonction du niveau de progrès obtenus pour chaque réalisation ; formuler des recommandations pour les secteurs entrant dans la catégorie « Ne sont pas en voie de réalisation » (en rouge).

**Tableau. Matrice des progrès vers la réalisation des résultats (Réalizations obtenues à la lumière des cibles de fin de projet)**

Stratégie de projet	Indicateur <sup>14</sup>	Niveau de référence <sup>15</sup>	Niveau lors du premier PIR (auto-déclaré)	Cible à mi-parcours <sup>16</sup>	Cible à la fin du projet	Niveau et évaluation à mi-parcours <sup>17</sup>	Évaluation obtenue <sup>18</sup>	Justification de l'évaluation
<b>Objectif :</b>	Indicateur (si applicable):							
<b>Réalisation 1 :</b>	Indicateur 1:							
	Indicateur 2:							
<b>Réalisation 2 :</b>	Indicateur 3:							
	Indicateur 4:							
	Etc.							
<b>Etc.</b>								

**Grille d'évaluation des indicateurs**

Vert = réalisé	Jaune = en voie de réalisation	Rouge = pas en voie de réalisation
----------------	--------------------------------	------------------------------------

Après analyse des progrès vers l'obtention des réalisations :

- Comparer et analyser l'outil de suivi de départ du GEF avec celui réalisé juste avant l'examen à mi-parcours.
- Identifier les obstacles entravant toujours la réalisation des objectifs du projet pour la période restante du projet.
- En passant en revue les effets bénéfiques du projet à ce jour, définir les moyens par lesquels on pourrait accroître ces effets.

**iii. Mise en œuvre des projets et gestion réactive**

**Mécanismes de gestion :**

- Examiner l'efficacité globale de la gestion de projet telle qu'énoncée dans le Document de projet. Des changements ont-ils été apportés et sont-ils efficaces ? Les responsabilités

<sup>14</sup> Remplir à l'aide des données du cadre logique et des fiches de résultats

<sup>15</sup> Remplir à l'aide des données du Document de projet

<sup>16</sup> Le cas échéant

<sup>17</sup> Indiquer par code de couleur uniquement

<sup>18</sup> Utiliser l'échelle d'évaluation des progrès à 6 niveaux : HS, S, MS, MU, U, HU

et la structure hiérarchique sont-elles claires ? Le processus décisionnel est-il transparent et entamé en temps utile ? Recommander les améliorations à introduire.

- Étudier la qualité d'exécution de l'organisme d'exécution/des partenaires de mise en œuvre et recommander les améliorations à introduire.
- Étudier la qualité de l'appui fourni par l'organisme partenaire du GEF (PNUD) et recommander les améliorations à introduire.

#### Planification des activités :

- Passer en revue tout retard intervenu dans le démarrage et la mise en œuvre du projet, définir ce qui a causé ces retards et voir si les causes ont été éliminées.
- Les processus de planification des activités sont-ils axés sur les résultats ? Si non, proposer des moyens de réorienter la planification des activités de manière à ce qu'elle soit axée sur les résultats.
- Examiner l'application du cadre de résultats/cadre logique du projet en tant qu'outil de gestion et examiner tout changement qui y a été apporté depuis le début du projet.

#### Financement et cofinancement :

- Étudier la gestion financière du projet, en s'attachant particulièrement au rapport coût-efficacité des interventions.
- Passer en revue tout changement d'allocations de fonds résultant de révisions budgétaires, et évaluer l'adéquation et la pertinence de ces révisions.
- Le projet s'accompagne-t-il des contrôles financiers appropriés, notamment en matière de communication de données et de planification, permettant à la direction de prendre des décisions budgétaires éclairées et de verser les fonds en temps utile ?
- Sur la base du tableau de suivi du cofinancement à remplir, formuler des commentaires sur le cofinancement : le cofinancement est-il stratégiquement appliqué pour contribuer à la réalisation des objectifs du projet ? L'équipe chargée du projet organise-t-elle régulièrement des réunions avec les partenaires de cofinancement en vue d'harmoniser les priorités de financement et les plans annuels de travail ?

#### Systemes de suivi et d'évaluation au niveau du projet :

- Examiner les outils de suivi actuellement utilisés : fournissent-ils les informations nécessaires ? Impliquent-ils la participation des principaux partenaires ? Sont-ils alignés sur ou intégrés dans les systèmes nationaux ? Utilisent-ils les informations existantes ? Sont-ils efficaces ? Sont-ils rentables ? D'autres outils sont-ils nécessaires ? Comment pourraient-ils être plus participatifs et plus inclusifs ?
- Étudier la gestion financière du budget de suivi et d'évaluation du projet. Les ressources allouées sont-elles suffisantes pour le suivi et l'évaluation ? Ces ressources sont-elles efficacement allouées ?

#### Participation des parties prenantes :

- Gestion des projets : les partenariats nécessaires et appropriés ont-ils été mis en place et renforcés avec des parties prenantes directes et indirectes ?

- Participation et processus menés par les pays : les parties prenantes gouvernementales aux niveaux local et national appuient-elles les objectifs du projet ? Jouent-elles toujours un rôle actif dans les décisions prises concernant le projet qui appuient l'efficacité et l'efficacité de la mise en œuvre du projet ?
- Participation et sensibilisation du public : dans quelle mesure la participation des parties prenantes et la sensibilisation du public contribuent-elles à faire progresser la réalisation des objectifs du projet ?

#### Communication de données :

- Evaluer la manière à laquelle la direction du projet a fait part des changements découlant de la gestion réactive et les a notifiés au Comité de pilotage du projet.
- Evaluer si l'équipe du projet et les partenaires se conforment comme il se doit aux exigences de communication de données du GEF (c'est-à-dire, les mesures prises pour donner suite à une mauvaise évaluation dans le PIR, le cas échéant ?)
- Evaluer la façon dont les enseignements tirés du processus de gestion réactive ont été étayés par des documents, communiqués aux principaux partenaires et intégrés par ces derniers.

#### Communication :

- Examiner la communication interne avec les parties prenantes concernant le projet : la communication est-elle régulière et efficace ? Certaines parties prenantes principales sont-elles exclues de la communication ? Des mécanismes de retour d'informations existent-ils dans le cadre de la communication ? La communication avec les parties prenantes contribue-t-elle à sensibiliser ces dernières aux réalisations et aux activités liées au projet, et aux investissements pour la durabilité des résultats du projet ?
- Examiner la communication externe concernant le projet : des moyens de communication appropriés sont-ils en place ou en cours de mise en place, pour faire part au public des progrès accomplis dans le cadre du projet et de son impact escompté (existe-t-il un site Internet par exemple ? Ou le projet a-t-il mis en œuvre des campagnes appropriées de sensibilisation du public ?)
- Aux fins de la communication de données, rédiger un paragraphe d'une demi page pour résumer les progrès accomplis vers la réalisation des résultats du projet, en matière de contribution aux effets bénéfiques pour le développement durable et aux effets bénéfiques pour l'environnement mondial.

#### **iv. Durabilité**

- Vérifier si les risques définis dans le Document du projet, l'Examen annuel du projet /PIR et le module ATLAS de gestion des risques sont les plus importants et si les évaluations des risques sont appropriées et à jour. Dans la négative, expliquer pourquoi.
- En outre, évaluer les risques pour la durabilité dans les catégories suivantes :

##### Risques financiers pour la durabilité :

- Quelle est la probabilité qu'il n'y ait pas de ressources financières et économiques disponibles après la fin de l'aide du GEF (considérer que les ressources possibles peuvent provenir de sources multiples, comme les secteurs public et privé, les activités génératrices de revenus, et autres financements pouvant être des ressources financières adaptées à la durabilité des réalisations du projet) ?

##### Risques socio-économiques pour la durabilité :

- Existe-t-il des risques sociaux ou politiques susceptibles de menacer la durabilité des réalisations du projet ? Quel est le risque que le niveau d'appropriation par les parties prenantes (y compris par les gouvernements et autres parties prenantes principales) ne soit pas suffisant pour permettre de maintenir les réalisations/bénéfices du projet ? Les différentes parties prenantes principales ont-elles conscience qu'il est dans leur intérêt de maintenir les bénéfices du projet ? La sensibilisation du public/des parties prenantes est-elle suffisante pour appuyer les objectifs à long terme du projet ? L'équipe du projet étaye-t-elle par des documents les enseignements tirés en permanence, et ces documents sont-ils communiqués aux parties concernées, lesquelles pourraient apprendre du projet et potentiellement le reproduire et/ou le reproduire à plus grande échelle à l'avenir ?

Risques liés au cadre institutionnel et à la gouvernance pour la durabilité :

- Les cadres juridiques, les politiques, les structures de gouvernance et les processus présentent-ils des risques qui pourraient menacer la durabilité des bénéfices du projet ? Lors de l'évaluation de ce paramètre, examiner également des systèmes/mécanismes exigés pour la responsabilité, la transparence et le transfert des connaissances techniques sont en place.

Risques environnementaux pour la durabilité :

- Existe-t-il des risques environnementaux qui pourraient menacer la durabilité des réalisations du projet?

**Conclusions et recommandations**

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours inclura un paragraphe dans le rapport, exposant les conclusions fondées sur des données probantes de l'examen à mi-parcours, à la lumière des résultats.<sup>19</sup>

Des recommandations seront formulées sous forme de propositions succinctes d'interventions fondamentales qui seront spécifiques, mesurables, réalisables et appropriées. Un tableau des recommandations devrait être joint au résumé du rapport. Veuillez consulter les *Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF* pour obtenir des instructions sur le tableau des recommandations.

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours devra formuler 15 recommandations au maximum.

**Évaluation**

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours communiquera les évaluations faites des résultats du projet et fera une brève description des réalisations associées dans le *Tableau de résumé des évaluations et réalisations* dans le résumé du rapport de l'examen à mi-parcours. Voir l'annexe E pour consulter la grille des évaluations. Des évaluations de la stratégie du projet et du projet dans son ensemble ne sont pas exigées.

**Tableau de résumé de l'évaluation et des réalisations de l'examen à mi-parcours du Projet de Renforcement de l'information climatique et systèmes d'alerte précoce pour un**

---

<sup>19</sup> Les conclusions de l'examen à mi-parcours peuvent aussi être intégrées dans le corps du rapport.

développement résilient en Afrique et adaptation aux changements climatiques au Bénin (SAP-Bénin)

<b>Evaluation</b>	<b>Evaluation examen à mi-parcours</b>	<b>Description de la réalisation</b>
<b>Stratégie du projet</b>	N/A	
<b>Progrès accomplis vers la réalisation des résultats</b>	Evaluation de la réalisation de l'objectif : (sur une échelle à 6 niveaux)	
	Réalisation 1 Evaluation de la réalisation : (sur une échelle à 6 niveaux)	
	Réalisation 2 Evaluation de la réalisation : (sur une échelle à 6 niveaux)	
	Réalisation 3 Evaluation de la réalisation : (sur une échelle à 6 niveaux)	
	Etc.	
<b>Mise en œuvre du projet et gestion réactive</b>	(sur une échelle à 6 niveaux)	
<b>Durabilité</b>	(sur une échelle de 4 points)	

## 6. CALENDRIER

La durée totale de l'examen à mi-parcours sera **30 jours** environ pendant **10 semaines** à compter de 15 Novembre 2015, et n'excédera pas cinq mois après le recrutement des consultants. Le calendrier provisoire de l'examen à mi-parcours est le suivant :

<b>CALENDRIER</b>	<b>ACTIVITÉ</b>
<i>9 octobre 2015</i>	Clôture des candidatures
<i>23 octobre 2015</i>	Sélection de l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours
<i>30 octobre 2015</i>	Préparation de l'équipe (remise des Documents de projet)
<i>2-4 novembre</i>	Examen des documents et préparation du Rapport initial d'examen à



2015 (3 jours)	mi-parcours
9-11 novembre 2015 (3 jours)	Finalisation et validation du Rapport d'initiation de l'examen à mi-parcours- au plus tard au début de la mission pour l'examen à mi-parcours
16-26 novembre 2015 (10 jours)	Mission pour l'examen à mi-parcours : réunions avec les parties prenantes, entretiens, visites sur le terrain
27 novembre 2015	Réunion de synthèse de la mission et présentation des premières conclusions - au plus tôt à la fin de la mission pour l'examen à mi-parcours
30 novembre au 4 décembre 2015 (5 jours)	Préparation du projet de rapport
28-30 décembre 2015 (3 jours)	Incorporer un système de renvoi aux documents du retour d'information dans le projet de rapport/finalisation du rapport d'examen à mi-parcours
4-15 janvier 2016	Préparation et publication d'une réponse de la direction
20 janvier 2015	(Facultatif) organisation d'un atelier avec les parties prenantes (pas obligatoire pour l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours)
22 janvier 2015	Date prévue d'achèvement de l'ensemble du processus d'examen à mi-parcours

Les possibilités de visites sur place devraient être exposées dans le Rapport d'initiation.

## 7. DOCUMENTS À PRODUIRE DANS LE CADRE DE L'EXAMEN À MI-PARCOURS

#	Documents à produire	Description	Délais	Responsabilités
1	<b>Rapport d'initiation de l'examen à mi-parcours</b>	L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours précise ses objectifs et méthodes d'examen	Au plus tard une semaine avant la mission pour l'examen à mi-parcours : 10 novembre 2015	L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours présente le rapport à l'Unité mandatrice et à la direction du projet
2	<b>Présentation</b>	Premières conclusions	Fin de la mission pour l'examen à mi-parcours : 27 novembre 2015	L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours présente les conclusions à l'Unité mandatrice et à la direction du projet
3	<b>Projet de Rapport final</b>	Rapport complet (rédigé à l'aide des directives sur le contenu figurant à l'annexe B) avec les annexes	Dans 2 semaines suivant la mission pour l'examen à mi-parcours : 4 décembre 2015	Le projet sera envoyé à l'Unité mandatrice, révisé par le RTA, l'Unité coordonnatrice du projet, et le point focal opérationnel du GEF

<b>4</b>	<b>Rapport final *</b>	Rapport révisé avec que les renvois détaillant comment il a été donné suite (ou non) aux commentaires reçus dans le rapport final d'examen à mi-parcours	Une semaine après la réception des commentaires du PNUD sur le projet de rapport : 30 décembre 2015	Le rapport final sera envoyé à l'Unité mandatrice
----------	------------------------	--	---	---

\*Le rapport final d'examen à mi-parcours doit être rédigé en anglais. Le cas échéant, l'Unité mandatrice peut prévoir la traduction du rapport dans une langue plus couramment parlée par les parties prenantes nationales.

## **8. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXAMEN À MI-PARCOURS**

C'est l'Unité mandatrice qui a la responsabilité principale de gérer l'examen à mi-parcours. L'Unité mandatrice de l'examen à mi-parcours du projet est le Bureau PNUD du Bénin. L'équipe de projets aura la responsabilité de prendre contact avec l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours afin de lui fournir tous les documents nécessaires, de préparer les entretiens avec les parties prenantes, et d'organiser les visites sur le terrain.

## **9. COMPOSITION DE L'ÉQUIPE**

Une équipe composée de deux consultants indépendants conduira l'examen à mi-parcours - un chef d'équipe ou expert international (ayant l'expérience des projets et des évaluations dans d'autres régions du monde) et un expert national. Les consultants ne peuvent pas avoir participé à la préparation, la formulation, et/ou la mise en œuvre du projet (y compris la rédaction du Document de projet) et ne devront pas avoir de conflit d'intérêts en relation avec les activités liées au projet.

Les consultants seront sélectionnés de manière à ce que l'équipe dispose des compétences maximales dans les domaines suivants :

Pour l'Expert International, Chef d'Equipe :

- Expérience récente dans les méthodologies d'évaluation de la gestion axée sur les résultats (10 points);
- Expérience dans l'application d'indicateurs SMART et dans le remaniement ou la validation des scénarios de départ (10 points);
- Compétences en gestion réactive, telle qu'appliquée au changement climatique (domaine intervention du GEF) (10 points) ;
- Expérience dans la collaboration avec le GEF ou les évaluations du GEF (5 points) ;
- Expérience professionnelle dans la sous-région ouest-africaine (5 points) ;
- Expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans plusieurs des secteurs techniques pertinents à savoir : Météorologie/climat/hydrologie/océanographie, changement climatique et systèmes d'alerte précoce et d'information climatique, réduction et gestion des risques climatiques, économie et sociologie rurale, socio-économie, économie de l'environnement, communication et TIC, évaluation des projets dans le domaine du climat (20 points)
- Compréhension avérée des questions liées au genre et au changement climatique (domaine intervention du GEF) ; expérience dans l'évaluation et l'analyse tenant compte du genre (5 points)

- Excellente aptitude à la communication (5 points) ;
- Compétences avérées en matière d'analyse (10 points) ;
- Expérience dans l'évaluation/la révision de projet dans le système des Nations Unies sera un atout (10 points) ;
- Diplôme Universitaire de Second Cycle (Maîtrise/Ingénieur/Master ou équivalent) dans l'un des domaines indiqués ci-haut, ou autres secteurs étroitement liés. (10 points)

Pour l'Expert National associé :

- Expérience récente dans les méthodologies d'évaluation de la gestion axée sur les résultats (10 points);
- Expérience dans la collaboration avec le GEF ou les évaluations du GEF (5 points) ;
- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans plusieurs des secteurs techniques pertinents à savoir : *Météorologie/climat/hydrologie/océanographie*, changement climatique et systèmes d'alerte précoce et d'information climatique, réduction et gestion des risques climatiques, économie et sociologie rurale, socio-économie, économie de l'environnement, communication et TIC, évaluation des projets dans le domaine du climat (40 points)
- Compréhension avérée des questions liées au genre et au changement climatique (domaine intervention du GEF) ; expérience dans l'évaluation et l'analyse tenant compte du genre (5 points)
- Excellente aptitude à la communication (10 points) ;
- Compétences avérées en matière d'analyse (10 points) ;
- Expérience dans l'évaluation/la révision de projet dans le système des Nations Unies sera un atout (10 points) ;
- Diplôme Universitaire de Second Cycle (Maîtrise/Ingénieur/Master ou équivalent) dans l'un des domaines indiqués ci-haut, ou autres secteurs étroitement liés. (10 points)

## 10. MODALITÉS DE PAIEMENT ET SPÉCIFICATIONS

Versement de 10% du paiement après approbation du rapport d'initiation définitif d'examen à mi-parcours

30% après la présentation du projet de rapport d'examen à mi-parcours

60% après la finalisation du rapport d'examen à mi-parcours

Ou, conformément à ce qui aura été convenu entre l'Unité mandatrice et l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours.

## 11. PROCESSUS DE PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

**Processus recommandé de présentation des propositions :**

- a) **Lettre confirmant la manifestation d'intérêt et la disponibilité** à l'aide du [modèle](#)<sup>20</sup> fourni par le PNUD ;
- b) **CV et Notice personnelle** ([Formulaire P11](#)<sup>21</sup>);

<sup>20</sup>

<https://intranet.undp.org/unit/bom/psa/Support%20documents%20on%20IC%20Guidelines/Template%20for%20Confirmation%20of%20Interest%20and%20Submission%20of%20Financial%20Proposal.docx>

- c) **Brève description de la méthode de travail/proposition technique** indiquant les raisons pour lesquelles la personne estime être la mieux placée pour réaliser la mission attribuée, et méthodologie proposée indiquant de quelle manière elle abordera et réalisera la mission attribuée ; ( 1 page au maximum)
- d) **Proposition financière** indiquant le montant total tout compris du contrat et toute autre dépense relative au déplacement (billet d'avion, indemnités journalières, etc), qui seront détaillées conformément au modèle joint à la Lettre de manifestations d'intérêt. Dans le cas où un candidat travaillerait pour une organisation/entreprise/institution et prévoirait la facturation par son employeur des frais de gestion relativement à la procédure pour qu'il soit mis à la disposition du PNUD en vertu d'un accord de prêt remboursable (RLA), le candidat devra le signaler ici et s'assurer que tous les frais associés sont compris dans la proposition financière soumise au PNUD.

Tous les documents associés à la candidature devront être présentés à l'adresse :

**Programme des Nations Unies pour le développement au Bénin**  
**Lot 111 Zone résidentielle**  
**01BP 506 Cotonou**  
**Tel: + 229 21 31 30 45/46**  
**Fax: + 229 21 31 57 86**

dans une enveloppe cachetée indiquant la référence suivante « **Consultant pour l'examen à mi-parcours du Projet de Renforcement de l'information climatique et systèmes d'alerte précoce pour un développement résilient en Afrique et adaptation aux changements climatiques au Bénin (SAP-Bénin)** »

**ou par courrier électronique à l'adresse suivante UNIQUEMENT : Email : [offreprocurement.ben@undp.org](mailto:offreprocurement.ben@undp.org)**

**d'ici à 21 Décembre 2015 à 12h GMT. Les candidatures incomplètes ne seront pas examinées.**

**Critères d'évaluation des propositions :** seules les candidatures qui répondent et sont conformes aux critères seront évaluées. Les offres seront évaluées selon une méthode qui associe plusieurs évaluations – la formation et l'expérience dans des fonctions similaires compteront pour 70 pour cent et le tarif proposé comptera pour 30 pour cent de l'évaluation totale. Le candidat qui obtiendra la meilleure évaluation, et qui acceptera les conditions générales du PNUD, se verra attribuer le contrat.

**Mandat - ANNEXE A : Liste des documents à examiner par l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours**

1. Fiche d'identité du projet (FIP)
2. Plan d'initiation du projet du PNUD
3. Document de projet du PNUD
4. Résultats de l'étude d'impact environnemental et social du PNUD
5. Rapport d'initiation de projet
6. Tous les rapports de mise en œuvre de projets (PIR)
7. Rapports d'activité et plans de travail trimestriels des différentes équipes de travail

---

<sup>21</sup> [http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Careers/P11\\_Personal\\_history\\_form.doc](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Careers/P11_Personal_history_form.doc)

8. Rapports d'audit
  9. Outils de suivi finalisés par domaine d'intervention du GEF après approbation du Responsable et à mi-parcours (PIR, PNUD / FEM frais de livraison 2014 - BEN - Feuilles de temps à soumettre avant le 15 Juillet 2015, Rapports Atlas, Rapports de Progrès)
  10. Rapport de mission de contrôle
  11. Tous les rapports de suivi élaborés dans le cadre du projet
  12. Directives financières et administratives appliquées par l'équipe du projet
- Les documents suivants seront aussi disponibles :
13. Directives, manuels et systèmes opérationnels relatifs au projet
  14. Documents programmatiques de pays du PNUD
  15. Procès-verbaux des réunions du Comité de pilotage du Projet SAP-Bénin et autres réunions (par exemple, réunions du Comité d'évaluation des projets)
  16. Carte indiquant le lieu du projet
  - 17.

**Mandat - ANNEXE B : Directives relatives au contenu du Rapport d'examen à mi-parcours<sup>22</sup>**

- i. Informations de base du rapport (*page d'ouverture ou page du titre*)
  - Titre du projet appuyé par le PNUD est financé par le GEF
  - Numéro PIMS du PNUD et numéro d'identification du projet du GEF
  - Echéances de l'examen à mi-parcours et date du rapport d'examen à mi-parcours
  - Région et pays concernés par le projet
  - Domaine d'intervention opérationnel/programme stratégique du GEF
  - Organisme d'exécution/partenaire de mise en œuvre et autres partenaires liée au projet
  - Membres de l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours
  - Remerciements
- ii. Table des matières
- iii. Acronymes et abréviations
1. Résumé (*3-5 pages*)
  - Tableau d'informations relatives au projet
  - Description du projet (succincte)
  - Résumé de l'avancement du projet (entre 200 et 500 mots)
  - Tableau du résumé de l'évaluation et de la performance
  - Résumé concis des conclusions
  - Tableau de synthèse des recommandations
2. Introduction (*2-3 pages*)
  - Finalité et objectifs de l'examen à mi-parcours
  - Portée et méthodologie : principes de conception et d'exécution de l'examen à mi-parcours, son approche et ses méthodes de collecte de données, et limites de l'examen à mi-parcours
  - Structure du rapport d'examen à mi-parcours

<sup>22</sup> Le rapport ne devra pas excéder 40 pages au total (sans compter les annexes).

3. Description du projet et contexte (3-5 pages)
  - Contexte de développement : facteurs environnementaux, socio-économiques, institutionnels et politiques ayant un intérêt pour l'objectif et la portée du projet
  - Problèmes que le projet cherche à régler : menaces et obstacles ciblés
  - Description et stratégie du projet : objectifs, réalisations et résultats escomptés, description des sites sur le terrain (le cas échéant)
  - Accords relatifs à la mise en œuvre du projet : brève description du Comité de pilotage du projet, principaux accords conclus avec les partenaires de mise en œuvre, etc.
  - Calendrier et grandes étapes du projet
  - Principales parties prenantes : liste récapitulative
4. Résultats (12-14 pages)
  - 4.1 Stratégie du projet
    - Conception du projet
    - Cadre de résultats/cadre logique
  - 4.2 Progrès accomplis vers la réalisation des résultats
    - Analyse des progrès accomplis vers les réalisations
    - Obstacles entravant encore la réalisation de l'objectif du projet
  - 4.3 Mise en œuvre du projet et gestion réactive
    - Dispositions relatives à la gestion
    - Planification des activités
    - Financement et cofinancement
    - Systèmes de suivi et d'évaluation au niveau du projet
    - Participation des parties prenantes
    - Communication de données
    - Communication
  - 4.4 Durabilité
    - Risques financiers pour la durabilité
    - Risques socio-économiques pour la durabilité
    - Cadre institutionnel et risques de gouvernance pour la durabilité
    - Risques environnementaux pour la durabilité
5. Conclusions et recommandations (4-6 pages)
  - 5.1 Conclusions
    - Déclarations générales et équilibrées (fondées sur des données probantes et liées aux résultats de l'examen à mi-parcours) mettant en évidence les points forts, les points faibles et les résultats du projet
  - 5.2 Recommandations
    - Mesures correctrices pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet
    - Mesures visant à suivre ou à renforcer les bénéfices initiaux du projet
    - Propositions d'orientations futures mettant en relief les principaux objectifs
6. Annexes
  - Mandat pour l'examen à mi-parcours (sans les annexes)
  - Matrice d'évaluation pour l'examen à mi-parcours (critères d'évaluation contenant les principales questions, les indicateurs, les sources de données et la méthodologie)

- Exemple de questionnaire ou de guide relatif aux entretiens pour la collecte de données
- Echelles d'évaluation
- Itinéraire de la mission pour l'examen à mi-parcours
- Liste des personnes interviewées
- Liste des documents examinés
- Tableau de cofinancement (s'il ne figure pas dans le corps du rapport)
- Formulaire du Code de conduite du GENU signé
- Formulaire d'approbation de rapport final d'examen à mi-parcours signé
- *Joint en annexe dans un fichier séparé* : renvoi aux documents contenant les commentaires reçus sur le projet de rapport d'examen à mi-parcours
- *Joint en annexe dans un fichier séparé* : outils de suivi à mi-parcours pertinents (*Outils de suivi de l'efficacité de gestion (METT), FSC, Tableau de bord des capacités, etc.*)

## Mandat - ANNEXE C : Matrice d'évaluation pour l'examen à mi-parcours

Cette matrice d'évaluation doit être dûment remplie par le(s) consultant(s) et inclus dans le rapport Rapport d'initiation de l'examen à mi-parcours et comme une annexe au Rapport final.

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodologie
<b>Stratégie du projet : dans quelle mesure la stratégie du projet est-elle adaptée aux priorités du pays, à l'appropriation nationale et au meilleur moyen d'atteindre les résultats escomptés ?</b>			
(Intégrer les questions d'évaluation)	(relations créées et le niveau de cohérence entre la conception du projet et les méthodes de mise en œuvre, les activités spécifiques conduites, la qualité des stratégies visant à l'atténuation des risques etc.)	(Documents de projet, politiques ou stratégies nationales, sites Internet, personnel chargé du projet, partenaires du projet, données collectées pendant la mission pour l'examen à mi-parcours, etc.)	(Analyse de documents, analyse des données, entretiens avec le personnel chargé du projet, entretien avec les parties prenantes, etc.)
<b>Progrès réalisés vers les résultats : dans quelle mesure les réalisations et les objectifs escomptés du projet ont-ils été atteints jusqu'ici ?</b>			
<b>Mise en œuvre du projet et gestion réactive : le projet a-t-il été mis en œuvre avec efficience et dans un bon rapport coût-efficacité ? Le projet a-t-il été en mesure de s'adapter à de nouvelles circonstances, le cas échéant ? Dans quelle mesure les systèmes de suivi et d'évaluation relevant du projet, la communication de données et la communication liée au projet favorisent-ils la mise en œuvre du projet ?</b>			
<b>Durabilité : dans quelle mesure existe-t-il des risques financiers, institutionnels, socio-économiques et/ou environnementaux pour la durabilité des résultats du projet à long terme ?</b>			

Mandat - ANNEXE D : Code de conduite du Groupe d'évaluation des Nations Unies (GENU) pour les évaluateurs/Consultants chargés de l'examen à mi-parcours<sup>23</sup>

<sup>23</sup> [www.undp.org/unegcodeofconduct](http://www.undp.org/unegcodeofconduct)



**Les évaluateurs/Consultants :**

1. Doivent présenter des informations complètes et équitables dans leur évaluation des forces et des faiblesses afin que les décisions ou les mesures prises soient bien fondées.
2. Doivent divulguer l'ensemble des conclusions d'évaluation, ainsi que les informations sur leurs limites et les mettre à disposition de tous ceux concernés par l'évaluation et qui sont légalement habilités à recevoir les résultats.
3. Doivent protéger l'anonymat et la confidentialité à laquelle ont droit les personnes qui leur communiquent des informations. Les évaluateurs doivent accorder un délai suffisant, réduire au maximum les pertes de temps et respecter le droit des personnes à la vie privée. Les évaluateurs doivent respecter le droit des personnes à fournir des renseignements en toute confidentialité et s'assurer que les informations dites sensibles ne permettent pas de remonter jusqu'à leur source. Les évaluateurs n'ont pas à évaluer les individus et doivent maintenir un équilibre entre l'évaluation des fonctions de gestion et ce principe général.
4. Découvrent parfois des éléments de preuve faisant état d'actes répréhensibles pendant qu'ils mènent des évaluations. Ces cas doivent être signalés de manière confidentielle aux autorités compétentes chargées d'enquêter sur la question. Ils doivent consulter d'autres entités compétentes en matière de supervision lorsqu'il y a le moindre doute à savoir s'il y a lieu de signaler des questions, et comment le faire.
5. Doivent être attentifs aux croyances, aux us et coutumes et faire preuve d'intégrité et d'honnêteté dans leurs relations avec toutes les parties prenantes. Conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, les évaluateurs doivent être attentifs aux problèmes de discrimination ainsi que de disparité entre les sexes, et s'en préoccuper. Les évaluateurs doivent éviter tout ce qui pourrait offenser la dignité ou le respect de soi-même des personnes avec lesquelles ils entrent en contact durant une évaluation. Sachant qu'une évaluation peut avoir des répercussions négatives sur les intérêts de certaines parties prenantes, les évaluateurs doivent réaliser l'évaluation et en faire connaître l'objet et les résultats d'une façon qui respecte absolument la dignité et le sentiment de respect de soi-même des parties prenantes.
6. Sont responsables de leur performance et de ce qui en découle. Les évaluateurs doivent savoir présenter par écrit ou oralement, de manière claire, précise et honnête, l'évaluation, les limites de celle-ci, les constatations et les recommandations.
7. Doivent respecter des procédures comptables reconnues et faire preuve de prudence dans l'utilisation des ressources de l'évaluation.

**Formulaire d'accord avec le Consultant chargé de l'examen à mi-parcours**

Accord pour le respect du Code de conduite du système des Nations Unies en matière d'évaluation :

Nom du Consultant : \_\_\_\_\_

Nom de l'Organisation de conseils (le cas échéant): \_\_\_\_\_

**Je confirme avoir reçu et compris le Code de conduite des Nations Unies en matière d'évaluation et je m'engage à le respecter.**

Signé à \_\_\_\_\_ (Lieu) le \_\_\_\_\_ (Date)

Signature: \_\_\_\_\_

**Mandat - ANNEX E : Evaluation de l'examen mi-parcours****Évaluation des progrès vers la réalisation des résultats : (une évaluation pour chaque réalisation et pour chaque objectif)**

6	Très satisfaisant (HS)	L'objectif/la réalisation devrait atteindre ou dépasser toutes les cibles de fin de projet, sans présenter d'insuffisance majeure. Les progrès réalisés vers l'objectif/la réalisation peuvent être un exemple de « bonnes pratiques ».
5	Satisfaisant (S)	L'objectif/la réalisation devrait atteindre la plupart des cibles de fin de projet, et ne présente que des insuffisances mineures.
4	Assez satisfaisant (MS)	L'objectif/la réalisation devrait atteindre la plupart des cibles de fin de projet mais présente des insuffisances importantes.
3	Assez insatisfaisant (HU)	L'objectif/la réalisation devrait atteindre la plupart des cibles de fin de projet mais présente des insuffisances majeures.
2	Insatisfaisant (U)	L'objectif/la réalisation ne devrait pas atteindre la plupart des cibles de fin de projet.
1	Très insatisfaisant (HU)	L'objectif/la réalisation n'a pas atteint les cibles à mi-parcours, et ne devrait atteindre aucune des cibles de fin de projet.

**Evaluation de la mise en œuvre du projet et de la gestion réactive : (une seule évaluation globale)**

6	Très satisfaisant (HS)	La mise en œuvre des sept composantes – dispositions relatives à la gestion, planification des activités, financement et cofinancement, systèmes de suivi et d'évaluation au niveau du projet, participation
---	------------------------	--

		des parties prenantes, communication des données et communication – permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. Le projet peut être un exemple de « bonnes pratiques ».
5	Satisfaisant (S)	La mise en œuvre de la plupart des sept composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, à l'exception de quelques composantes faisant l'objet de mesures correctives.
4	Assez satisfaisant (MS)	La mise en œuvre de certaines des sept composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais certaines composantes nécessitent des mesures correctives.
3	Assez insatisfaisant (MU)	La mise en œuvre de certaines des sept composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais la plupart des composantes nécessitent des mesures correctives.
2	Insatisfaisant (U)	La mise en œuvre de la plupart des sept composantes ne permet pas la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive.
1	Très insatisfaisant (HU)	La mise en œuvre d'aucune des sept composantes ne permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive.

<b>Évaluation de la durabilité : (une seule évaluation globale)</b>		
4	Probable (L)	Risques négligeables pour la durabilité ; les principales réalisations sont sur le point d'être atteintes à la clôture du projet et devraient être maintenues dans un avenir prévisible
3	Assez probable (ML)	Risques modérés ; certaines réalisations au moins devraient être maintenues, étant donné les progrès vers les résultats des réalisations observés lors de l'examen à mi-parcours
2	Assez improbable (MU)	Risques importants que les principales réalisations ne soient pas maintenues après la clôture du projet, à l'exception de certains produits et activités
1	Improbable (U)	Risques forts que les réalisations du projet et les principaux produits ne soient pas maintenus

#### **Mandat - ANNEXE F : Formulaire d'approbation du Rapport d'examen à mi-parcours**

*(A remplir par l'Unité mandatrice et le Conseiller technique régional (RTA) du PNUD-GEF et à joindre au document final)*

Rapport d'examen à mi-parcours révisé et approuvé par :	
Unité mandatrice	
Nom : _____	
Signature : _____	Date : _____
Conseiller technique régional du PNUD -GEF	
Nom : _____	
Signature : _____	Date : _____